

SENATO DELLA REPUBBLICA

X LEGISLATURA

N. 1148

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(VASSALLI)

(V. Stampato Camera n. 1713)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 16 giugno 1988

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza il
22 giugno 1988*

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul diritto dei trattati
conclusi tra Stati e organizzazioni internazionali o tra organizza-
zioni internazionali, adottata a Vienna il 21 marzo 1986

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sul diritto dei trattati conclusi tra Stati e organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali, adottata a Vienna il 21 marzo 1986.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 85 della convenzione medesima.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**CONVENTION DE VIENNE SUR LE DROIT DES TRAITÉS
ENTRE ÉTATS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES
OU ENTRE ORGANISATIONS INTERNATIONALES**



**NATIONS UNIES
1986**

Les Parties à la présente Convention,

Considérant le rôle fondamental des traités dans l'histoire des relations internationales,

Conscientes du caractère consensuel des traités et de leur importance de plus en plus grande en tant que source du droit international,

Constatant que les principes du libre consentement et de la bonne foi et la règle pacta sunt servanda sont universellement reconnus,

Affirmant qu'il importe de renforcer le processus de codification et de développement progressif du droit international dans le monde entier,

Convaincues que la codification et le développement progressif des règles applicables aux traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales sont des moyens de consolider l'ordre juridique dans les relations internationales et de servir les buts des Nations Unies,

Conscientes des principes de droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies, tels que les principes concernant l'égalité des droits des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes, l'égalité souveraine et l'indépendance de tous les Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force et le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous,

Ayant à l'esprit les dispositions de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités,

Conscientes des liens entre, d'une part, le droit des traités entre Etats et, d'autre part, le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales,

Considérant l'importance des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales en tant que moyen efficace de développer les relations internationales et de créer les conditions d'une coopération pacifique entre les nations, quels que soient leurs régimes constitutionnels et sociaux,

Ayant présents à l'esprit les traits particuliers des traités auxquels des organisations internationales sont parties en tant que sujets du droit international distincts des Etats,

Notant que les organisations internationales jouissent de la capacité de conclure des traités qui leur est nécessaire pour exercer leurs fonctions et atteindre leurs buts,

Conscientes que la pratique des organisations internationales lors de la conclusion de traités avec des Etats ou entre elles devrait être conforme à leurs actes constitutifs,

Affirmant qu'aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme portant atteinte à celles des relations entre une organisation internationale et ses membres qui sont régies par les règles de l'organisation,

Affirmant également que les différends concernant les traités devraient, comme les autres différends internationaux, être réglés, conformément à la Charte des Nations Unies, par des moyens pacifiques et conformément aux principes de la justice et du droit international,

Affirmant également que les règles du droit international coutumier continueront à régir les questions non réglées dans les dispositions de la présente Convention,

Sont convenues de ce qui suit :

PARTIE I

INTRODUCTION

Article premierPortée de la présente Convention

La présente Convention s'applique :

- a) aux traités entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, et
- b) aux traités entre des organisations internationales.

Article 2Expressions employées

1. Aux fins de la présente Convention :

- a) l'expression "traité" s'entend d'un accord international régi par le droit international et conclu par écrit
 - i) entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales; ou
 - ii) entre des organisations internationales;

que cet accord soit consigné dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, et quelle que soit sa dénomination particulière;

- b) l'expression "ratification" s'entend de l'acte international ainsi dénommé par lequel un Etat établit sur le plan international son consentement à être lié par un traité;

b bis) l'expression "acte de confirmation formelle" s'entend d'un acte international correspondant à celui de la ratification par un Etat et par lequel une organisation internationale établit sur le plan international son consentement à être liée par un traité;

b ter) les expressions "acceptation", "approbation" et "adhésion" s'entendent, selon le cas, de l'acte international ainsi dénommé par lequel un Etat ou une organisation internationale établit sur le plan international son consentement à être lié par un traité;

c) l'expression "pleins pouvoirs" s'entend d'un document émanant de l'autorité compétente d'un Etat ou de l'organe compétent d'une organisation internationale et désignant une ou plusieurs personnes pour représenter l'Etat ou l'organisation pour la négociation, l'adoption ou l'authentification du texte d'un traité, pour exprimer le consentement de l'Etat ou de l'organisation à être lié par un traité ou pour accomplir tout autre acte à l'égard du traité;

d) l'expression "réserve" s'entend d'une déclaration unilatérale, quel que soit son libellé ou sa désignation, faite par un Etat ou par une organisation internationale à la signature, à la ratification, à l'acte de confirmation formelle, à l'acceptation ou à l'approbation d'un traité ou à l'adhésion à celui-ci, par laquelle cet Etat ou cette organisation vise à exclure ou à modifier l'effet juridique de certaines dispositions du traité dans leur application à cet Etat ou à cette organisation;

e) l'expression "Etat ayant participé à la négociation" et l'expression "organisation ayant participé à la négociation" s'entendent respectivement

i) d'un Etat;

ii) d'une organisation internationale;

ayant participé à l'élaboration et à l'adoption du texte du traité;

f) l'expression "Etat contractant" et l'expression "organisation contractante" s'entendent respectivement

i) d'un Etat;

ii) d'une organisation internationale;

ayant consenti à être lié par le traité, que le traité soit entré en vigueur ou non;

g) l'expression "partie" s'entend d'un Etat ou d'une organisation internationale qui a consenti à être lié par le traité et à l'égard duquel le traité est en vigueur;

h) l'expression "Etat tiers" et l'expression "organisation tierce" s'entendent respectivement

i) d'un Etat;

ii) d'une organisation internationale;

qui n'est pas partie au traité;

i) l'expression "organisation internationale" s'entend d'une organisation intergouvernementale;

j) l'expression "règles de l'organisation" s'entend notamment des actes constitutifs de l'organisation, des décisions et résolutions adoptées conformément auxdits actes et de la pratique bien établie de l'organisation.

2. Les dispositions du paragraphe 1 concernant les expressions employées dans la présente Convention ne préjudicient pas à l'emploi de ces expressions ni au sens qui peut leur être donné dans le droit interne d'un Etat ou dans les règles d'une organisation internationale.

Article 3Accords internationaux n'entrant pas dans le cadre
de la présente Convention

Le fait que la présente Convention ne s'applique

- i) ni aux accords internationaux auxquels sont parties un ou plusieurs Etats, une ou plusieurs organisations internationales et un ou plusieurs sujets du droit international autres que des Etats ou des organisations;
- ii) ni aux accords internationaux auxquels sont parties une ou plusieurs organisations internationales et un ou plusieurs sujets du droit international autres que des Etats ou des organisations;
- iii) ni aux accords internationaux non écrits entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, ou entre des organisations internationales;
- iv) ni aux accords internationaux entre sujets du droit international autres que des Etats ou des organisations internationales;

ne porte pas atteinte

- a) à la valeur juridique de tels accords;
- b) à l'application à ces accords de toutes règles énoncées dans la présente Convention auxquelles ils seraient soumis en vertu du droit international indépendamment de ladite Convention;
- c) à l'application de la Convention aux relations entre Etats et organisations internationales ou aux relations entre organisations, lorsque lesdites relations sont régies par des accords internationaux auxquels sont également parties d'autres sujets du droit international.

Article 4Non-rétroactivité de la présente Convention

Sans préjudice de l'application de toutes règles énoncées dans la présente Convention auxquelles les traités entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales ou entre des organisations internationales seraient soumis en vertu du droit international indépendamment de ladite Convention, celle-ci s'applique uniquement à de tels traités conclus après son entrée en vigueur à l'égard de ces Etats et de ces organisations.

Article 5Traités constitutifs d'organisations internationales
et traités adoptés au sein d'une
organisation internationale

La présente Convention s'applique à tout traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales qui est l'acte constitutif d'une organisation internationale et à tout traité adopté au sein d'une organisation internationale, sous réserve de toute règle pertinente de l'organisation.

PARTIE II

CONCLUSION ET ENTREE EN VIGUEUR DES TRAITES

SECTION 1. CONCLUSION DES TRAITES

Article 6Capacité des organisations internationales
de conclure des traités

La capacité d'une organisation internationale de conclure des traités est régie par les règles de cette organisation.

Article 7Pleins pouvoirs

1. Une personne est considérée comme représentant un Etat pour l'adoption ou l'authentification du texte d'un traité ou pour exprimer le consentement de l'Etat à être lié par un traité :

a) si cette personne produit des pleins pouvoirs appropriés; ou

b) s'il ressort de la pratique ou d'autres circonstances qu'il était de l'intention des Etats et des organisations internationales concernés de considérer cette personne comme représentant l'Etat à ces fins sans présentation de pleins pouvoirs.

2. En vertu de leurs fonctions et sans avoir à produire de pleins pouvoirs, sont considérés comme représentant leur Etat :

a) les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement et les ministres des affaires étrangères, pour tous les actes relatifs à la conclusion d'un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales;

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) les représentants accrédités par les Etats à une conférence internationale, pour l'adoption du texte d'un traité entre des Etats et des organisations internationales;

c) les représentants accrédités par les Etats auprès d'une organisation internationale ou de l'un de ses organes, pour l'adoption du texte d'un traité au sein de cette organisation ou de cet organe;

d) les chefs de missions permanentes auprès d'une organisation internationale, pour l'adoption du texte d'un traité entre les Etats accréditants et cette organisation.

3. Une personne est considérée comme représentant une organisation internationale pour l'adoption ou l'authentification du texte d'un traité ou pour exprimer le consentement de cette organisation à être liée par un traité :

a) si cette personne produit des pleins pouvoirs appropriés; ou

b) s'il ressort des circonstances qu'il était de l'intention des Etats et des organisations internationales concernés de considérer cette personne comme représentant l'organisation à ces fins, conformément aux règles de ladite organisation, sans présentation de pleins pouvoirs.

Article 8

Confirmation ultérieure d'un acte accompli sans autorisation

Un acte relatif à la conclusion d'un traité accompli par une personne qui ne peut, en vertu de l'article 7, être considérée comme autorisée à représenter un Etat ou une organisation internationale à cette fin est sans effet juridique, à moins qu'il ne soit confirmé ultérieurement par cet Etat ou cette organisation.

Article 9Adoption du texte

1. L'adoption du texte d'un traité s'effectue par le consentement de tous les Etats et de toutes les organisations internationales ou, selon le cas, de toutes les organisations participant à son élaboration, sauf dans les cas prévus au paragraphe 2.

2. L'adoption du texte d'un traité à une conférence internationale s'effectue conformément à la procédure dont sont convenus les participants à ladite conférence. Si cependant ces derniers ne parviennent pas à un accord sur cette procédure, l'adoption du texte s'effectuera par un vote à la majorité des deux tiers des participants présents et votants, à moins qu'ils ne décident, à la même majorité, d'appliquer une règle différente.

Article 10Authentification du texte

1. Le texte d'un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales est arrêté comme authentique et définitif

a) suivant la procédure établie dans ce texte ou convenue par les Etats et par les organisations participant à l'élaboration du traité; ou

b) à défaut d'une telle procédure, par la signature, la signature ad referendum ou le paraphe, par les représentants de ces Etats et de ces organisations, du texte du traité ou de l'acte final d'une conférence dans lequel le texte est consigné.

2. Le texte d'un traité entre des organisations internationales est arrêté comme authentique et définitif

a) suivant la procédure établie dans ce texte ou convenue par les organisations participant à son élaboration; ou

b) à défaut d'une telle procédure, par la signature, la signature ad referendum ou le paraphe, par les représentants de ces organisations, du texte du traité ou de l'acte final d'une conférence dans lequel le texte est consigné.

Article 11

Modes d'expression du consentement

à être lié par un traité

1. Le consentement d'un Etat à être lié par un traité peut être exprimé par la signature, l'échange d'instruments constituant un traité, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion, ou par tout autre moyen convenu.
2. Le consentement d'une organisation internationale à être liée par un traité peut être exprimé par la signature, l'échange d'instruments constituant un traité, un acte de confirmation formelle, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion, ou par tout autre moyen convenu.

Article 12

Expression, par la signature, du consentement

à être lié par un traité

1. Le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité s'exprime par la signature du représentant de cet Etat ou de cette organisation :
 - a) lorsque le traité prévoit que la signature aura cet effet;
 - b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation étaient convenus que la signature aurait cet effet; ou
 - c) lorsque l'intention de l'Etat ou de l'organisation de donner cet effet à la signature ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée au cours de la négociation.

2. Aux fins du paragraphe 1 :

a) le paraphe du texte vaut signature du traité lorsqu'il est établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation en étaient ainsi convenus;

b) la signature ad referendum d'un traité par le représentant d'un Etat ou d'une organisation internationale, si elle est confirmée par cet Etat ou cette organisation, vaut signature définitive du traité.

Article 13

Expression, par l'échange d'instruments constituant un traité, du consentement à être lié par un traité

Le consentement des Etats ou des organisations internationales à être liés par un traité constitué par les instruments échangés entre eux s'exprime par cet échange :

a) lorsque les instruments prévoient que leur échange aura cet effet; ou

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que ces Etats et ces organisations ou, selon le cas, ces organisations étaient convenus que l'échange des instruments aurait cet effet.

Article 14

Expression, par la ratification, un acte de confirmation formelle, l'acceptation ou l'approbation, du consentement à être lié par un traité

1. Le consentement d'un Etat à être lié par un traité s'exprime par la ratification

a) lorsque le traité prévoit que ce consentement s'exprime par la ratification;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ayant participé à la négociation étaient convenus que la ratification serait requise;

c) lorsque le représentant de cet Etat a signé le traité sous réserve de ratification; ou

d) lorsque l'intention de cet Etat de signer le traité sous réserve de ratification ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée au cours de la négociation.

2. Le consentement d'une organisation internationale à être liée par un traité s'exprime par un acte de confirmation formelle

a) lorsque le traité prévoit que ce consentement s'exprime par un acte de confirmation formelle;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation étaient convenus qu'un acte de confirmation formelle serait requis;

c) lorsque le représentant de cette organisation a signé le traité sous réserve d'un acte de confirmation formelle; ou

d) lorsque l'intention de cette organisation de signer le traité sous réserve d'un acte de confirmation formelle ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée au cours de la négociation.

3. Le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité s'exprime par l'acceptation ou l'approbation dans des conditions analogues à celles qui s'appliquent à la ratification ou, selon le cas, à un acte de confirmation formelle.

Article 15Expression, par l'adhésion, du consentement à
être lié par un traité

Le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité s'exprime par l'adhésion :

- a) lorsque le traité prévoit que ce consentement peut être exprimé par cet Etat ou cette organisation par voie d'adhésion;
- b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation étaient convenus que ce consentement pourrait être exprimé par cet Etat ou cette organisation par voie d'adhésion; ou
- c) lorsque toutes les parties sont convenues ultérieurement que ce consentement pourrait être exprimé par cet Etat ou cette organisation par voie d'adhésion.

Article 16Echange ou dépôt des instruments de ratification,
de confirmation formelle, d'acceptation,
d'approbation ou d'adhésion

1. A moins que le traité n'en dispose autrement, les instruments de ratification, les instruments relatifs à un acte de confirmation formelle ou les instruments d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion établissent le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales au moment

- a) de leur échange entre les Etats contractants et les organisations contractantes;
- b) de leur dépôt auprès du dépositaire; ou

c) de leur notification aux Etats contractants et aux organisations contractantes ou au dépositaire, s'il en est ainsi convenu.

2. A moins que le traité n'en dispose autrement, les instruments relatifs à un acte de confirmation formelle ou les instruments d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion établissent le consentement d'une organisation internationale à être liée par un traité entre des organisations internationales au moment

a) de leur échange entre les organisations contractantes;

b) de leur dépôt auprès du dépositaire; ou

c) de leur notification aux organisations contractantes ou au dépositaire, s'il en est ainsi convenu.

Article 17

Consentement à être lié par une partie d'un traité et choix entre des dispositions différentes

1. Sans préjudice des articles 19 à 23, le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par une partie d'un traité ne produit effet que si le traité le permet ou si les Etats contractants et les organisations contractantes ou, selon le cas, les organisations contractantes y consentent.

2. Le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité qui permet de choisir entre des dispositions différentes ne produit effet que si les dispositions sur lesquelles il porte sont clairement indiquées.

Article 18

Obligation de ne pas priver un traité de son objet et de son but avant son entrée en vigueur

Un Etat ou une organisation internationale doit s'abstenir d'actes qui priveraient un traité de son objet et de son but

a) lorsque cet Etat ou cette organisation a signé le traité ou a échangé les instruments constituant le traité sous réserve de ratification, d'un acte de confirmation formelle, d'acceptation ou d'approbation, tant que cet Etat ou cette organisation n'a pas manifesté son intention de ne pas devenir partie au traité; ou

b) lorsque cet Etat ou cette organisation a exprimé son consentement à être lié par le traité, dans la période qui précède l'entrée en vigueur du traité et à condition que celle-ci ne soit pas indûment retardée.

SECTION 2. RESERVES

Article 19

Formulation des réserves

Un Etat ou une organisation internationale, au moment de signer, de ratifier, de confirmer formellement, d'accepter, d'approuver un traité ou d'y adhérer, peut formuler une réserve, à moins

a) que la réserve ne soit interdite par le traité;

b) que le traité ne dispose que seules des réserves déterminées, parmi lesquelles ne figure pas la réserve en question, peuvent être faites; ou

c) que, dans les cas autres que ceux visés aux alinéas a) et b), la réserve ne soit incompatible avec l'objet et le but du traité.

Article 20

Acceptation des réserves et objections aux réserves

1. Une réserve expressément autorisée par un traité n'a pas à être ultérieurement acceptée par les Etats contractants et par les organisations contractantes ou, selon le cas, par les organisations contractantes, à moins que le traité ne le prévoie.

2. Lorsqu'il ressort du nombre restreint d'Etats et d'organisations ou, selon le cas, d'organisations ayant participé à la négociation, ainsi que de l'objet et du but d'un traité, que l'application du traité dans son intégralité entre toutes les parties est une condition essentielle du consentement de chacune d'elles à être liée par le traité, une réserve doit être acceptée par toutes les parties.

3. Lorsqu'un traité est un acte constitutif d'une organisation internationale et à moins qu'il n'en dispose autrement, une réserve exige l'acceptation de l'organe compétent de cette organisation.

4. Dans les cas autres que ceux visés aux paragraphes précédents et à moins que le traité n'en dispose autrement,

a) l'acceptation d'une réserve par un Etat contractant ou par une organisation contractante fait de l'Etat ou de l'organisation internationale auteur de la réserve une partie au traité par rapport à l'Etat ou à l'organisation ayant accepté la réserve si le traité est en vigueur ou lorsqu'il entre en vigueur pour l'auteur de la réserve et l'Etat ou l'organisation qui a accepté la réserve;

b) l'objection faite à une réserve par un Etat contractant ou par une organisation contractante n'empêche pas le traité d'entrer en vigueur entre l'Etat ou l'organisation internationale qui a formulé l'objection et l'Etat ou l'organisation auteur de la réserve, à moins que l'intention contraire n'ait été nettement exprimée par l'Etat ou par l'organisation qui a formulé l'objection;

c) un acte exprimant le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par le traité et contenant une réserve prend effet dès qu'au moins un Etat contractant ou une organisation contractante a accepté la réserve.

5. Aux fins des paragraphes 2 et 4 et à moins que le traité n'en dispose autrement, une réserve est réputée avoir été acceptée par un Etat ou une organisation internationale si ces derniers n'ont pas formulé d'objection à la réserve soit à l'expiration des douze mois qui suivent la date à laquelle ils en ont reçu notification, soit à la date à laquelle ils ont exprimé leur consentement à être liés par le traité, si celle-ci est postérieure.

Article 21Effets juridiques des réserves
et des objections aux réserves

1. Une réserve établie à l'égard d'une autre partie conformément aux articles 19, 20 et 23 :

a) modifie pour l'Etat ou pour l'organisation internationale auteur de la réserve dans ses relations avec cette autre partie les dispositions du traité sur lesquelles porte la réserve, dans la mesure prévue par cette réserve; et

b) modifie ces dispositions dans la même mesure pour cette autre partie dans ses relations avec l'Etat ou avec l'organisation internationale auteur de la réserve.

2. La réserve ne modifie pas les dispositions du traité pour les autres parties au traité dans leurs rapports inter se.

3. Lorsqu'un Etat ou une organisation internationale qui a formulé une objection à une réserve ne s'est pas opposé à l'entrée en vigueur du traité entre lui-même ou elle-même et l'Etat ou l'organisation auteur de la réserve, les dispositions sur lesquelles porte la réserve ne s'appliquent pas entre l'auteur de la réserve et l'Etat ou l'organisation qui a formulé l'objection, dans la mesure prévue par la réserve.

Article 22Retrait des réserves et des objections aux réserves

1. A moins que le traité n'en dispose autrement, une réserve peut à tout moment être retirée sans que le consentement de l'Etat ou de l'organisation internationale qui a accepté la réserve soit nécessaire pour son retrait.

2. A moins que le traité n'en dispose autrement, une objection à une réserve peut à tout moment être retirée.

3. A moins que le traité n'en dispose ou qu'il n'en soit convenu autrement,

a) le retrait d'une réserve ne prend effet à l'égard d'un Etat contractant ou d'une organisation contractante que lorsque cet Etat ou cette organisation en a reçu notification;

b) le retrait d'une objection à une réserve ne prend effet que lorsque l'Etat ou l'organisation internationale qui a formulé la réserve a reçu notification de ce retrait.

Article 23

Procédure relative aux réserves

1. La réserve, l'acceptation expresse d'une réserve et l'objection à une réserve doivent être formulées par écrit et communiquées aux Etats contractants et aux organisations contractantes et aux autres Etats et autres organisations internationales ayant qualité pour devenir parties au traité.

2. Lorsqu'elle est formulée lors de la signature du traité sous réserve de ratification, d'un acte de confirmation formelle, d'acceptation ou d'approbation, une réserve doit être confirmée formellement par l'Etat ou par l'organisation internationale qui en est l'auteur, au moment où il exprime son consentement à être lié par le traité. En pareil cas, la réserve sera réputée avoir été faite à la date à laquelle elle a été confirmée.

3. Une acceptation expresse d'une réserve ou d'une objection faite à une réserve, si elles sont antérieures à la confirmation de cette dernière, n'ont pas besoin d'être elles-mêmes confirmées.

4. Le retrait d'une réserve ou d'une objection à une réserve doit être formulé par écrit.

SECTION 3. ENTREE EN VIGUEUR DES TRAITES
ET APPLICATION A TITRE PROVISOIRE

Article 24

Entrée en vigueur

1. Un traité entre en vigueur suivant les modalités et à la date fixées par ses dispositions ou par un accord entre les Etats et les organisations ou, selon le cas, entre les organisations ayant participé à la négociation.
2. A défaut de telles dispositions ou d'un tel accord, un traité entre en vigueur dès que le consentement à être lié par le traité a été établi pour tous les Etats et toutes les organisations ou, selon le cas, pour toutes les organisations ayant participé à la négociation.
3. Lorsque le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité est établi à une date postérieure à l'entrée en vigueur dudit traité, celui-ci, à moins qu'il n'en dispose autrement, entre en vigueur à l'égard de cet Etat ou de cette organisation à cette date.
4. Les dispositions d'un traité qui réglementent l'authentification du texte, l'établissement du consentement à être lié par le traité, les modalités ou la date d'entrée en vigueur, les réserves, les fonctions du dépositaire, ainsi que les autres questions qui se posent nécessairement avant l'entrée en vigueur du traité, sont applicables dès l'adoption du texte.

Article 25

Application à titre provisoire

1. Un traité ou une partie d'un traité s'applique à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur
 - a) si le traité lui-même en dispose ainsi; ou

b) si les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation en étaient ainsi convenus d'une autre manière.

2. A moins que le traité n'en dispose autrement ou que les Etats et les organisations internationales ayant participé à la négociation ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation n'en soient convenus autrement, l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité à l'égard d'un Etat ou d'une organisation prend fin si cet Etat ou cette organisation notifie aux Etats et aux organisations entre lesquels le traité est appliqué provisoirement son intention de ne pas devenir partie au traité.

PARTIE III

RESPECT, APPLICATION ET INTERPRETATION DES TRAITES

SECTION 1. RESPECT DES TRAITES

Article 26

Pacta sunt servanda

Tout traité en vigueur lie les parties et doit être exécuté par elles de bonne foi.

Article 27

Droit interne des Etats, règles des organisations
internationales et respect des traités

1. Un Etat partie à un traité ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution du traité.
2. Une organisation internationale partie à un traité ne peut invoquer les règles de l'organisation comme justifiant la non-exécution du traité.
3. Les règles énoncées dans les paragraphes précédents sont sans préjudice de l'article 46.

SECTION 2. APPLICATION DES TRAITES

Article 28Non-rétroactivité des traités

A moins qu'une intention différente ne ressorte du traité ou ne soit par ailleurs établie, les dispositions d'un traité ne lient pas une partie en ce qui concerne un acte ou fait antérieur à la date d'entrée en vigueur de ce traité au regard de cette partie ou une situation qui avait cessé d'exister à cette date.

Article 29Application territoriale des traités

A moins qu'une intention différente ne ressorte du traité ou ne soit par ailleurs établie, un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales lie chacun des Etats parties à l'égard de l'ensemble de son territoire.

Article 30Application de traités successifsportant sur la même matière

1. Les droits et obligations des Etats et organisations internationales parties à des traités successifs portant sur la même matière sont déterminés conformément aux paragraphes suivants.
2. Lorsqu'un traité précise qu'il est subordonné à un traité antérieur ou postérieur ou qu'il ne doit pas être considéré comme incompatible avec cet autre traité, les dispositions de celui-ci l'emportent.
3. Lorsque toutes les parties au traité antérieur sont également parties au traité postérieur, sans que le traité antérieur ait pris fin ou que son application ait été suspendue en vertu de l'article 59, le traité antérieur ne s'applique que dans la mesure où ses dispositions sont compatibles avec celles du traité postérieur.

4. Lorsque les parties au traité antérieur ne sont pas toutes parties au traité postérieur :

a) dans les relations entre deux parties, qui sont chacune partie aux deux traités, la règle applicable est celle qui est énoncée au paragraphe 3;

b) dans les relations entre une partie aux deux traités et une partie à un traité seulement, le traité auquel elles sont toutes deux parties régit leurs droits et obligations réciproques.

5. Le paragraphe 4 s'applique sans préjudice de l'article 41, de toute question d'extinction ou de suspension de l'application d'un traité aux termes de l'article 60, ou de toute question de responsabilité qui peut naître pour un Etat ou une organisation internationale de la conclusion ou de l'application d'un traité dont les dispositions sont incompatibles avec les obligations qui lui incombent à l'égard d'un Etat ou d'une organisation en vertu d'un autre traité.

6. Les paragraphes précédents sont sans préjudice du fait qu'en cas de conflit entre les obligations découlant de la Charte des Nations Unies et les obligations découlant d'un traité, les premières prévaudront.

SECTION 3. INTERPRETATION DES TRAITES

Article 31

Règle générale d'interprétation

1. Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

2. Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus :

a) tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;

b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité.

3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte :

a) de tout accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions;

b) de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité;

c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties.

4. Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties.

Article 32

Moyens complémentaires d'interprétation

Il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, en vue soit de confirmer le sens résultant de l'application de l'article 31, soit de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31

a) laisse le sens ambigu ou obscur; ou

b) conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable.

Article 33Interprétation de traités authentifiés
en deux ou plusieurs langues

1. Lorsqu'un traité a été authentifié en deux ou plusieurs langues, son texte fait foi dans chacune de ces langues, à moins que le traité ne dispose ou que les parties ne conviennent qu'en cas de divergence un texte déterminé l'emportera.
2. Une version du traité dans une langue autre que l'une de celles dans lesquelles le texte a été authentifié ne sera considérée comme texte authentique que si le traité le prévoit ou si les parties en sont convenues.
3. Les termes d'un traité sont présumés avoir le même sens dans les divers textes authentiques.
4. Sauf le cas où un texte déterminé l'emporte conformément au paragraphe 1, lorsque la comparaison des textes authentiques fait apparaître une différence de sens que l'application des articles 31 et 32 ne permet pas d'éliminer, on adoptera le sens qui, compte tenu de l'objet et du but du traité, concilie le mieux ces textes.

SECTION 4. TRAITES ET ETATS TIERS OU ORGANISATIONS TIERCES

Article 34Règle générale concernant les Etats tiers
ou les organisations tierces

Un traité ne crée ni obligations ni droits pour un Etat tiers ou pour une organisation tierce sans le consentement de cet Etat ou de cette organisation.

Article 35Traités prévoyant des obligations pour des Etats
tiers ou des organisations tierces

Une obligation naît pour un Etat tiers ou une organisation tierce d'une disposition d'un traité si les parties à ce traité entendent créer l'obligation au moyen de cette disposition et si l'Etat tiers ou l'organisation tierce accepte expressément par écrit cette obligation. L'acceptation par l'organisation tierce d'une telle obligation est régie par les règles de cette organisation.

Article 36Traités prévoyant des droits pour des Etats
tiers ou des organisations tierces

1. Un droit naît pour un Etat tiers d'une disposition d'un traité si les parties à ce traité entendent, par cette disposition, conférer ce droit soit à l'Etat tiers ou à un groupe d'Etats auquel il appartient, soit à tous les Etats, et si l'Etat tiers y consent. Le consentement est présumé tant qu'il n'y a pas d'indication contraire, à moins que le traité n'en dispose autrement.
2. Un droit naît pour une organisation tierce d'une disposition d'un traité si les parties à ce traité entendent, par cette disposition, conférer ce droit soit à l'organisation tierce ou à un groupe d'organisations internationales auquel elle appartient, soit à toutes les organisations, et si l'organisation tierce y consent. Le consentement est régi par les règles de l'organisation.
3. Un Etat ou une organisation internationale qui exerce un droit en application du paragraphe 1 ou 2 est tenu de respecter, pour l'exercice de ce droit, les conditions prévues dans le traité ou établies conformément à ses dispositions.

Article 37Révocation ou modification d'obligations ou de droits
d'Etats tiers ou d'organisations tierces

1. Au cas où une obligation est née pour un Etat tiers ou une organisation tierce conformément à l'article 35, cette obligation ne peut être révoquée ou modifiée que par le consentement des parties au traité et de l'Etat tiers ou de l'organisation tierce, à moins qu'il ne soit établi qu'elles en étaient convenues autrement.
2. Au cas où un droit est né pour un Etat tiers ou une organisation tierce conformément à l'article 36, ce droit ne peut pas être révoqué ou modifié par les parties s'il est établi qu'il était destiné à ne pas être révocable ou modifiable sans le consentement de l'Etat tiers ou de l'organisation tierce.
3. Le consentement d'une organisation internationale partie au traité ou d'une organisation tierce, prévu aux paragraphes qui précèdent, est régi par les règles de cette organisation.

Article 38Règles d'un traité devenant obligatoires pour des Etats tiers
ou des organisations tierces par la formation
d'une coutume internationale

Aucune disposition des articles 34 à 37 ne s'oppose à ce qu'une règle énoncée dans un traité devienne obligatoire pour un Etat tiers ou une organisation tierce en tant que règle coutumière de droit international reconnue comme telle.

PARTIE IV

AMENDEMENT ET MODIFICATION DES TRAITES

Article 39Règle générale relative à
l'amendement des traités

1. Un traité peut être amendé par accord entre les parties. Sauf dans la mesure où le traité en dispose autrement, les règles énoncées dans la partie II s'appliquent à un tel accord.
2. Le consentement d'une organisation internationale à un accord prévu au paragraphe 1 est régi par les règles de cette organisation.

Article 40Amendement des traités multilatéraux

1. A moins que le traité n'en dispose autrement, l'amendement des traités multilatéraux est régi par les paragraphes suivants.
2. Toute proposition tendant à amender un traité multilatéral dans les relations entre toutes les parties doit être notifiée à tous les Etats contractants et à toutes les organisations contractantes, et chacun d'eux est en droit de prendre part
 - a) à la décision sur la suite à donner à cette proposition;
 - b) à la négociation et à la conclusion de tout accord ayant pour objet d'amender le traité.
3. Tout Etat ou toute organisation internationale ayant qualité pour devenir partie au traité a également qualité pour devenir partie au traité tel qu'il est amendé.

4. L'accord portant amendement ne lie pas les Etats ou les organisations internationales qui sont déjà parties au traité et qui ne deviennent pas parties à cet accord; l'alinéa b) du paragraphe 4 de l'article 30 s'applique à l'égard de ces Etats ou de ces organisations.

5. Tout Etat ou toute organisation internationale qui devient partie au traité après l'entrée en vigueur de l'accord portant amendement est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant

- a) partie au traité tel qu'il est amendé; et
- b) partie au traité non amendé au regard de toute partie au traité qui n'est pas liée par l'accord portant amendement.

Article 41

Accords ayant pour objet de modifier des traités multilatéraux dans les relations entre certaines parties seulement

1. Deux ou plusieurs parties à un traité multilatéral peuvent conclure un accord ayant pour objet de modifier le traité dans leurs relations mutuelles seulement

- a) si la possibilité d'une telle modification est prévue par le traité; ou
- b) si la modification en question n'est pas interdite par le traité, à condition qu'elle :
 - i) ne porte atteinte ni à la jouissance par les autres parties des droits qu'elles tiennent du traité ni à l'exécution de leurs obligations; et
 - ii) ne porte pas sur une disposition à laquelle il ne peut être dérogé sans qu'il y ait incompatibilité avec la réalisation effective de l'objet et du but du traité pris dans son ensemble.

2. A moins que, dans le cas prévu à l'alinéa a) du paragraphe 1, le traité n'en dispose autrement, les parties en question doivent notifier aux autres parties leur intention de conclure l'accord et les modifications que ce dernier apporte au traité.

PARTIE V

NULLITE, EXTINCTION ET SUSPENSION DE L'APPLICATION DES TRAITES

SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 42Validité et maintien en vigueur des traités

1. La validité d'un traité ou du consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un tel traité ne peut être contestée qu'en application de la présente Convention.
2. L'extinction d'un traité, sa dénonciation ou le retrait d'une partie ne peuvent avoir lieu qu'en application des dispositions du traité ou de la présente Convention. La même règle vaut pour la suspension de l'application d'un traité.

Article 43Obligations imposées par le droit international
indépendamment d'un traité

La nullité, l'extinction ou la dénonciation d'un traité, le retrait d'une des parties ou la suspension de l'application du traité, lorsqu'ils résultent de l'application de la présente Convention ou des dispositions du traité, n'affectent en aucune manière le devoir d'un Etat ou d'une organisation internationale de remplir toute obligation énoncée dans le traité à laquelle cet Etat ou cette organisation est soumis en vertu du droit international indépendamment dudit traité.

Article 44Divisibilité des dispositions d'un traité

1. Le droit pour une partie, prévu dans un traité ou résultant de l'article 56, de dénoncer le traité, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application ne peut être exercé qu'à l'égard de l'ensemble du traité, à moins que ce dernier n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement.

2. Une cause de nullité ou d'extinction d'un traité, de retrait d'une des parties ou de suspension de l'application du traité reconnue aux termes de la présente Convention ne peut être invoquée qu'à l'égard de l'ensemble du traité, sauf dans les conditions prévues aux paragraphes suivants ou à l'article 60.

3. Si la cause en question ne vise que certaines clauses déterminées, elle ne peut être invoquée qu'à l'égard de ces seules clauses lorsque

a) ces clauses sont séparables du reste du traité en ce qui concerne leur exécution;

b) il ressort du traité ou il est par ailleurs établi que l'acceptation des clauses en question n'a pas constitué pour l'autre partie ou pour les autres parties au traité une base essentielle de leur consentement à être liées par le traité dans son ensemble; et

c) il n'est pas injuste de continuer à exécuter ce qui subsiste du traité.

4. Dans les cas relevant des articles 49 et 50, l'Etat ou l'organisation internationale qui a le droit d'invoquer le dol ou la corruption peut le faire soit à l'égard de l'ensemble du traité soit, dans le cas visé au paragraphe 3, à l'égard seulement de certaines clauses déterminées.

5. Dans les cas prévus aux articles 51, 52 et 53, la division des dispositions d'un traité n'est pas admise.

Article 45Perte du droit d'invoquer une cause de nullité
d'un traité ou un motif d'y mettre fin,
de s'en retirer ou d'en suspendre l'application

1. Un Etat ne peut plus invoquer une cause de nullité d'un traité ou un motif d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application en vertu des articles 46 à 50 ou des articles 60 et 62 si, après avoir eu connaissance des faits, cet Etat

a) a explicitement accepté de considérer que, selon le cas, le traité est valable, reste en vigueur ou continue d'être applicable; ou

b) doit, à raison de sa conduite, être considéré comme ayant acquiescé, selon le cas, à la validité du traité ou à son maintien en vigueur ou en application.

2. Une organisation internationale ne peut plus invoquer une cause de nullité d'un traité ou un motif d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application en vertu des articles 46 à 50 ou des articles 60 et 62 si, après avoir eu connaissance des faits, cette organisation

a) a explicitement accepté de considérer que, selon le cas, le traité est valable, reste en vigueur ou continue d'être applicable; ou

b) doit, à raison de la conduite de l'organe compétent, être considérée comme ayant renoncé au droit d'invoquer cette cause ou ce motif.

SECTION 2. NULLITE DES TRAITES

Article 46Dispositions du droit interne d'un Etat et règles
d'une organisation internationale concernant
la compétence pour conclure des traités

1. Le fait que le consentement d'un Etat à être lié par un traité a été exprimé en violation d'une disposition de son droit interne concernant la compétence pour conclure des traités ne peut être invoqué par cet Etat comme viciant son consentement, à moins que cette violation n'ait été manifeste et ne concerne une règle de son droit interne d'importance fondamentale.

2. Le fait que le consentement d'une organisation internationale à être liée par un traité a été exprimé en violation des règles de l'organisation concernant la compétence pour conclure des traités ne peut être invoqué par cette organisation comme viciant son consentement, à moins que cette violation n'ait été manifeste et ne concerne une règle d'importance fondamentale.

3. Une violation est manifeste si elle est objectivement évidente pour tout Etat ou toute organisation internationale se comportant en la matière conformément à la pratique habituelle des Etats et, le cas échéant, des organisations internationales et de bonne foi.

Article 47Restriction particulière du pouvoir d'exprimer
le consentement d'un Etat ou d'une organisation
internationale

Si le pouvoir d'un représentant d'exprimer le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité déterminé a fait l'objet d'une restriction particulière, le fait que ce représentant n'a pas tenu compte de celle-ci ne peut pas être invoqué comme viciant le consentement qu'il a exprimé, à moins que la restriction n'ait été notifiée, avant l'expression de ce consentement, aux Etats et aux organisations ayant participé à la négociation.

Article 48Erreur

1. Un Etat ou une organisation internationale peut invoquer une erreur dans un traité comme viciant son consentement à être lié par le traité si l'erreur porte sur un fait ou une situation que cet Etat ou cette organisation supposait exister au moment où le traité a été conclu et qui constituait une base essentielle du consentement de cet Etat ou de cette organisation à être lié par le traité.
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque ledit Etat ou ladite organisation internationale a contribué à cette erreur par son comportement ou lorsque les circonstances ont été telles qu'il ou elle devait être averti de la possibilité d'une erreur.
3. Une erreur ne concernant que la rédaction du texte d'un traité ne porte pas atteinte à sa validité; dans ce cas, l'article 80 s'applique.

Article 49Dol

Un Etat ou une organisation internationale amené à conclure un traité par la conduite frauduleuse d'un Etat ou d'une organisation ayant participé à la négociation peut invoquer le dol comme viciant son consentement à être lié par le traité.

Article 50Corruption du représentant d'un Etat
ou d'une organisation internationale

Un Etat ou une organisation internationale dont l'expression du consentement à être lié par un traité a été obtenue au moyen de la corruption de son représentant, par l'action directe ou indirecte d'un Etat ou d'une organisation ayant participé à la négociation, peut invoquer cette corruption comme viciant son consentement à être lié par le traité.

Article 51Contrainte exercée sur le représentant d'un Etat
ou d'une organisation internationale

L'expression par un Etat ou par une organisation internationale du consentement à être lié par un traité qui a été obtenu par la contrainte exercée sur le représentant de cet Etat ou de cette organisation au moyen d'actes ou de menaces dirigés contre lui est dépourvue de tout effet juridique.

Article 52Contrainte exercée sur un Etat ou
une organisation internationale
par la menace ou l'emploi de la force

Est nul tout traité dont la conclusion a été obtenue par la menace ou l'emploi de la force en violation des principes du droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies.

Article 53Traités en conflit avec une norme impérative
du droit international général (jus cogens)

Est nul tout traité qui, au moment de sa conclusion, est en conflit avec une norme impérative du droit international général. Aux fins de la présente Convention, une norme impérative du droit international général est une norme acceptée et reconnue par la communauté internationale des Etats dans son ensemble en tant que norme à laquelle aucune dérogation n'est permise et qui ne peut être modifiée que par une nouvelle norme du droit international général ayant le même caractère.

SECTION 3. EXTINCTION DES TRAITES ET SUSPENSION
DE LEUR APPLICATION

Article 54

Extinction d'un traité ou retrait en vertu
des dispositions du traité ou
par consentement des parties

L'extinction d'un traité ou le retrait d'une partie peuvent avoir lieu

- a) conformément aux dispositions du traité; ou
- b) à tout moment, par consentement de toutes les parties, après consultation des Etats contractants et des organisations contractantes.

Article 55

Nombre des parties à un traité multilatéral
tomnant au-dessous du nombre nécessaire
pour son entrée en vigueur

A moins que le traité n'en dispose autrement, un traité multilatéral ne prend pas fin pour le seul motif que le nombre des parties tombe au-dessous du nombre nécessaire pour son entrée en vigueur.

Article 56

Dénonciation ou retrait dans le cas d'un traité
ne contenant pas de dispositions relatives
à l'extinction, à la dénonciation ou au retrait

1. Un traité qui ne contient pas de dispositions relatives à son extinction et ne prévoit pas qu'on puisse le dénoncer ou s'en retirer ne peut faire l'objet d'une dénonciation ou d'un retrait, à moins

a) qu'il ne soit établi qu'il entrerait dans l'intention des parties d'admettre la possibilité d'une dénonciation ou d'un retrait; ou

b) que le droit de dénonciation ou de retrait ne puisse être déduit de la nature du traité.

2. Une partie doit notifier au moins douze mois à l'avance son intention de dénoncer un traité ou de s'en retirer conformément aux dispositions du paragraphe 1.

Article 57

Suspension de l'application d'un traité en vertu de ses dispositions ou par consentement des parties

L'application d'un traité au regard de toutes les parties ou d'une partie déterminée peut être suspendue

a) conformément aux dispositions du traité; ou

b) à tout moment, par consentement de toutes les parties, après consultation des Etats contractants et des organisations contractantes.

Article 58

Suspension de l'application d'un traité multilatéral par accord entre certaines parties seulement

1. Deux ou plusieurs parties à un traité multilatéral peuvent conclure un accord ayant pour objet de suspendre, temporairement et entre elles seulement, l'application de dispositions du traité

a) si la possibilité d'une telle suspension est prévue par le traité; ou

b) si la suspension en question n'est pas interdite par le traité, à condition qu'elle

- i) ne porte atteinte ni à la jouissance par les autres parties des droits qu'elles tiennent du traité ni à l'exécution de leurs obligations; et
- ii) ne soit pas incompatible avec l'objet et le but du traité.

2. A moins que, dans le cas prévu à l'alinéa a) du paragraphe 1, le traité n'en dispose autrement, les parties en question doivent notifier aux autres parties leur intention de conclure l'accord et les dispositions du traité dont elles ont l'intention de suspendre l'application.

Article 59

Extinction d'un traité ou suspension de son application implicites du fait de la conclusion d'un traité postérieur

1. Un traité est considéré ~~comme~~ ayant pris fin lorsque toutes les parties à ce traité concluent ultérieurement un traité portant sur la même matière et

a) s'il ressort du traité postérieur ou s'il est par ailleurs établi que, selon l'intention des parties, la matière doit être régie par ce traité; ou

b) si les dispositions du traité postérieur sont incompatibles avec celles du traité antérieur à tel point qu'il est impossible d'appliquer les deux traités en même temps.

2. Le traité antérieur est considéré comme étant seulement suspendu s'il ressort du traité postérieur ou s'il est par ailleurs établi que telle était l'intention des parties.

Article 60Extinction d'un traité ou suspension de son application comme conséquence de sa violation

1. Une violation substantielle d'un traité bilatéral par l'une des parties autorise l'autre partie à invoquer la violation comme motif pour mettre fin au traité ou suspendre son application en totalité ou en partie.

2. Une violation substantielle d'un traité multilatéral par l'une des parties autorise

a) les autres parties, agissant par accord unanime, à suspendre l'application du traité en totalité ou en partie ou à mettre fin à celui-ci

i) soit dans les relations entre elles-mêmes et l'Etat ou l'organisation internationale auteur de la violation,

ii) soit entre toutes les parties;

b) une partie spécialement atteinte par la violation à invoquer celle-ci comme motif de suspension de l'application du traité en totalité ou en partie dans les relations entre elle-même et l'Etat ou l'organisation internationale auteur de la violation;

c) toute partie autre que l'Etat ou l'organisation internationale auteur de la violation à invoquer la violation comme motif pour suspendre l'application du traité en totalité ou en partie en ce qui la concerne si ce traité est d'une nature telle qu'une violation substantielle de ses dispositions par une partie modifie radicalement la situation de chacune des parties quant à l'exécution ultérieure de ses obligations en vertu du traité.

3. Aux fins du présent article, une violation substantielle d'un traité est constituée par

a) un rejet du traité non autorisé par la présente Convention; ou

b) la violation d'une disposition essentielle pour la réalisation de l'objet ou du but du traité.

4. Les paragraphes qui précèdent ne portent atteinte à aucune disposition du traité applicable en cas de violation.

5. Les paragraphes 1 à 3 ne s'appliquent pas aux dispositions relatives à la protection de la personne humaine contenues dans des traités de caractère humanitaire, notamment aux dispositions excluant toute forme de représailles à l'égard des personnes protégées par lesdits traités.

Article 61

Survenance d'une situation rendant

l'exécution impossible

1. Une partie peut invoquer l'impossibilité d'exécuter un traité comme motif pour y mettre fin ou pour s'en retirer si cette impossibilité résulte de la disparition ou destruction définitives d'un objet indispensable à l'exécution de ce traité. Si l'impossibilité est temporaire, elle peut être invoquée seulement comme motif pour suspendre l'application du traité.

2. L'impossibilité d'exécution ne peut être invoquée par une partie comme motif pour mettre fin au traité, pour s'en retirer ou pour en suspendre l'application si cette impossibilité résulte d'une violation, par la partie qui l'invoque, soit d'une obligation du traité, soit de toute autre obligation internationale à l'égard de toute autre partie au traité.

Article 62

Changement fondamental de circonstances

1. Un changement fondamental de circonstances qui s'est produit par rapport à celles qui existaient au moment de la conclusion d'un traité et qui n'avait pas été prévu par les parties ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin au traité ou pour s'en retirer, à moins que

a) l'existence de ces circonstances n'ait constitué une base essentielle du consentement des parties à être liées par le traité; et que

b) ce changement n'ait pour effet de transformer radicalement la portée des obligations qui restent à exécuter en vertu du traité.

2. Un changement fondamental de circonstances ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin à un traité entre deux ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales ou pour s'en retirer s'il s'agit d'un traité établissant une frontière.

3. Un changement fondamental de circonstances ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin à un traité ou pour s'en retirer si le changement fondamental résulte d'une violation, par la partie qui l'invoque, soit d'une obligation du traité, soit de toute autre obligation internationale à l'égard de toute autre partie au traité.

4. Si une partie peut, conformément aux paragraphes qui précèdent, invoquer un changement fondamental de circonstances comme motif pour mettre fin à un traité ou pour s'en retirer, elle peut également ne l'invoquer que pour suspendre l'application du traité.

Article 63

Rupture des relations diplomatiques ou consulaires

La rupture des relations diplomatiques ou consulaires entre Etats parties à un traité entre deux ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales est sans effet sur les relations juridiques établies entre ces Etats par le traité, sauf dans la mesure où l'existence de relations diplomatiques ou consulaires est indispensable à l'application du traité.

Article 64Survenance d'une nouvelle norme impérative
du droit international (jus cogens)

Si une nouvelle norme impérative du droit international général survient, tout traité existant qui est en conflit avec cette norme devient nul et prend fin.

SECTION 4. PROCEDURE

Article 65Procédure à suivre concernant la nullité
d'un traité, son extinction, le retrait
d'une partie ou la suspension
de l'application du traité

1. La partie qui, sur la base des dispositions de la présente Convention, invoque soit un vice de son consentement à être liée par un traité, soit un motif de contester la validité d'un traité, d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application, doit notifier sa prétention aux autres parties. La notification doit indiquer la mesure envisagée à l'égard du traité et les raisons de celle-ci.
2. Si, après un délai qui, sauf en cas d'urgence particulière, ne saurait être inférieur à trois mois à compter de la réception de la notification, aucune partie n'a fait objection, la partie qui a fait la notification peut prendre, dans les formes prévues à l'article 67, la mesure qu'elle a envisagée.
3. Si toutefois une objection a été soulevée par une autre partie, les parties devront rechercher une solution par les moyens indiqués à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies.

4. La notification ou l'objection faite par une organisation internationale est régie par les règles de cette organisation.

5. Rien dans les paragraphes qui précèdent ne porte atteinte aux droits ou obligations des parties découlant de toute disposition en vigueur entre elles concernant le règlement des différends.

6. Sans préjudice de l'article 45, le fait qu'un Etat ou une organisation internationale n'ait pas adressé la notification prescrite au paragraphe 1 ne l'empêche pas de faire cette notification en réponse à une autre partie qui demande l'exécution du traité ou qui allègue sa violation.

Article 66

Procédures de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation

1. Si, dans les douze mois qui ont suivi la date à laquelle l'objection a été soulevée, il n'a pas été possible de parvenir à une solution conformément au paragraphe 3 de l'article 65, les procédures indiquées dans les paragraphes suivants seront appliquées.

2. S'agissant d'un différend concernant l'application ou l'interprétation des articles 53 ou 64 :

a) tout Etat partie au différend auquel un ou plusieurs autres Etats sont parties peut, par une requête, saisir la Cour internationale de Justice afin qu'elle se prononce sur le différend;

b) tout Etat partie au différend auquel une ou plusieurs organisations internationales sont parties peut, au besoin par l'intermédiaire d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, prier l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité ou, le cas échéant, l'organe compétent d'une organisation internationale

qui est partie au différend et autorisée conformément à l'Article 96 de la Charte des Nations Unies, de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice conformément à l'article 65 du Statut de la Cour;

c) si l'Organisation des Nations Unies ou une organisation internationale autorisée conformément à l'Article 96 de la Charte des Nations Unies sont parties au différend, elles peuvent demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice conformément à l'article 65 du Statut de la Cour;

d) toute organisation internationale autre que les organisations visées à l'alinéa c) qui est partie au différend peut, par l'intermédiaire d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, suivre la procédure indiquée à l'alinéa b);

e) l'avis donné par la Cour en vertu des alinéas b), c) ou d) sera accepté comme décisif par toutes les parties au différend;

f) s'il n'est pas fait droit à la demande d'avis consultatif présentée en vertu de l'alinéa b), c) ou d), toute partie au différend peut, par notification écrite à l'autre partie ou aux autres parties, soumettre le différend à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe à la présente Convention.

3. Les dispositions du paragraphe 2 s'appliquent à moins que toutes les parties à un différend relevant dudit paragraphe ne décident d'un commun accord de le soumettre à une procédure d'arbitrage, notamment à la procédure définie dans l'Annexe à la présente Convention.

4. En cas de différend relatif à l'application ou à l'interprétation de l'un quelconque des articles de la partie V de la présente Convention autre que les articles 53 et 64, toute partie au différend peut mettre en oeuvre la procédure de conciliation prévue à l'Annexe à la Convention en adressant une demande à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 67Instruments ayant pour objet de déclarer la nullité
d'un traité, d'y mettre fin, de réaliser le retrait
ou de suspendre l'application du traité

1. La notification prévue au paragraphe 1 de l'article 65 doit être faite par écrit.
2. Tout acte déclarant la nullité d'un traité, y mettant fin ou réalisant le retrait ou la suspension de l'application du traité sur la base de ses dispositions ou des paragraphes 2 ou 3 de l'article 65 doit être consigné dans un instrument communiqué aux autres parties. Si l'instrument émanant d'un Etat n'est pas signé par le chef de l'Etat, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères, le représentant de l'Etat qui fait la communication peut être invité à produire ses pleins pouvoirs. Si l'instrument émane d'une organisation internationale, le représentant de l'organisation qui fait la communication peut être invité à produire ses pleins pouvoirs.

Article 68Révocation des notifications et des instruments
prévus aux articles 65 et 67

Une notification ou un instrument prévus aux articles 65 et 67 peuvent être révoqués à tout moment avant qu'ils aient pris effet.

SECTION 5. CONSEQUENCES DE LA NULLITE, DE L'EXTINCTION
OU DE LA SUSPENSION DE L'APPLICATION D'UN TRAITE

Article 69Conséquences de la nullité d'un traité

1. Est nul un traité dont la nullité est établie en vertu de la présente Convention. Les dispositions d'un traité nul n'ont pas de force juridique.

2. Si des actes ont néanmoins été accomplis sur la base d'un tel traité,
- a) toute partie peut demander à toute autre partie d'établir pour autant que possible dans leurs relations mutuelles la situation qui aurait existé si ces actes n'avaient pas été accomplis;
 - b) les actes accomplis de bonne foi avant que la nullité ait été invoquée ne sont pas rendus illicites du seul fait de la nullité du traité.
3. Dans les cas qui relèvent des articles 49, 50, 51 ou 52, le paragraphe 2 ne s'applique pas à l'égard de la partie à laquelle le dol, l'acte de corruption ou la contrainte est imputable.
4. Dans le cas où le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale déterminé à être lié par un traité multilatéral est vicié, les règles qui précèdent s'appliquent dans les relations entre ledit Etat ou ladite organisation et les parties au traité.

Article 70

Conséquences de l'extinction d'un traité

1. A moins que le traité n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement, le fait qu'un traité a pris fin en vertu de ses dispositions ou conformément à la présente Convention
- a) libère les parties de l'obligation de continuer d'exécuter le traité;
 - b) ne porte atteinte à aucun droit, aucune obligation ni aucune situation juridique des parties, créés par l'exécution du traité avant qu'il ait pris fin.

2. Lorsqu'un Etat ou une organisation internationale dénonce un traité multilatéral ou s'en retire, le paragraphe 1 s'applique dans les relations entre cet Etat ou cette organisation et chacune des autres parties au traité à partir de la date à laquelle cette dénonciation ou ce retrait prend effet.

Article 71

Conséquences de la nullité d'un traité
en conflit avec une norme impérative
du droit international général

1. Dans le cas d'un traité qui est nul en vertu de l'article 53, les parties sont tenues

a) d'éliminer, dans la mesure du possible, les conséquences de tout acte accompli sur la base d'une disposition qui est en conflit avec la norme impérative du droit international général; et

b) de rendre leurs relations mutuelles conformes à la norme impérative du droit international général.

2. Dans le cas d'un traité qui devient nul et prend fin en vertu de l'article 64, la fin du traité

a) libère les parties de l'obligation de continuer d'exécuter le traité;

b) ne porte atteinte à aucun droit, aucune obligation ni aucune situation juridique des parties créés par l'exécution du traité avant qu'il ait pris fin; toutefois, ces droits, obligations ou situations ne peuvent être maintenus par la suite que dans la mesure où leur maintien n'est pas en soi en conflit avec la nouvelle norme impérative du droit international général.

Article 72Conséquences de la suspension
de l'application d'un traité

1. A moins que le traité n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement, la suspension de l'application d'un traité sur la base de ses dispositions ou conformément à la présente Convention

a) libère les parties entre lesquelles l'application du traité est suspendue de l'obligation d'exécuter le traité dans leurs relations mutuelles pendant la période de suspension;

b) n'affecte pas par ailleurs les relations juridiques établies par le traité entre les parties.

2. Pendant la période de suspension, les parties doivent s'abstenir de tous actes tendant à faire obstacle à la reprise de l'application du traité.

PARTIE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 73Relation avec la Convention de Vienne
sur le droit des traités

Pour ce qui est des Etats parties à la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, leurs relations dans le cadre d'un traité conclu entre deux Etats ou plus et une ou plusieurs organisations seront régies par ladite Convention.

Article 74Questions non préjugées par
la présente Convention

1. Les dispositions de la présente Convention ne préjugent aucune question qui pourrait se poser à propos d'un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales du fait d'une succession d'Etats ou en raison de la responsabilité internationale d'un Etat ou de l'ouverture d'hostilités entre Etats.
2. Les dispositions de la présente Convention ne préjugent aucune question qui pourrait se poser à propos d'un traité en raison de la responsabilité internationale de l'organisation internationale, de la terminaison de son existence ou de la terminaison de la participation d'un Etat en qualité de membre de l'organisation.
3. Les dispositions de la présente Convention ne préjugent aucune question qui pourrait se poser à propos de l'établissement des obligations et des droits des Etats membres d'une organisation internationale au regard d'un traité auquel cette organisation est partie.

Article 75Relations diplomatiques ou consulaires
et conclusion de traités

La rupture des relations diplomatiques ou des relations consulaires ou l'absence de telles relations entre deux ou plusieurs Etats ne fait pas obstacle à la conclusion de traités entre deux ou plusieurs desdits Etats et une ou plusieurs organisations internationales. La conclusion d'un tel traité n'a pas en soi d'effet en ce qui concerne les relations diplomatiques ou les relations consulaires.

Article 76Cas d'un Etat agresseur

Les dispositions de la présente Convention sont sans effet sur les obligations qui peuvent résulter à propos d'un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, pour un Etat agresseur, de mesures prises conformément à la Charte des Nations Unies au sujet de l'agression commise par cet Etat.

PARTIE VII

DEPOSITAIRES, NOTIFICATIONS, CORRECTIONS ET ENREGISTREMENT

Article 77Dépositaires des traités

1. La désignation du dépositaire d'un traité peut être effectuée par les Etats et les organisations ou, selon le cas, par les organisations ayant participé à la négociation soit dans le traité lui-même soit de toute autre manière. Le dépositaire peut être un ou plusieurs Etats, une organisation internationale, ou le principal fonctionnaire administratif d'une telle organisation.

2. Les fonctions du dépositaire d'un traité ont un caractère international et le dépositaire est tenu d'agir impartialement dans l'accomplissement de ses fonctions. En particulier, le fait qu'un traité n'est pas entré en vigueur entre certaines des parties ou qu'une divergence est apparue entre un Etat ou une organisation internationale et un dépositaire en ce qui concerne l'exercice des fonctions de ce dernier ne doit pas influencer sur cette obligation.

Article 78Fonctions des dépositaires

1. A moins que le traité n'en dispose ou que les Etats et organisations contractantes ou, selon le cas, les organisations contractantes n'en conviennent autrement, les fonctions du dépositaire sont notamment les suivantes :

a) assurer la garde du texte original du traité et des pleins pouvoirs qui lui seraient remis;

b) établir des copies certifiées conformes au texte original et tous autres textes du traité en d'autres langues qui peuvent être requis par le traité, et les communiquer aux parties au traité et aux Etats et organisations internationales ayant qualité pour le devenir;

c) recevoir toutes signatures du traité, recevoir et garder tous instruments, notifications et communications relatifs au traité;

d) examiner si une signature, un instrument, une notification ou une communication se rapportant au traité est en bonne et due forme et, le cas échéant, porter la question à l'attention de l'Etat ou de l'organisation internationale en cause;

e) informer les parties au traité et les Etats et organisations internationales ayant qualité pour le devenir des actes, notifications et communications relatifs au traité;

f) informer les Etats et organisations internationales ayant qualité pour devenir parties au traité de la date à laquelle a été reçu ou déposé le nombre de signatures ou d'instruments de ratification, d'instruments relatifs à un acte de confirmation formelle, ou d'instruments d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion requis pour l'entrée en vigueur du traité;

g) assurer l'enregistrement du traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies;

h) remplir les fonctions spécifiées dans d'autres dispositions de la présente Convention.

2. Lorsqu'une divergence apparaît entre un Etat ou une organisation internationale et le dépositaire au sujet de l'accomplissement des fonctions de ce dernier, le dépositaire doit porter la question à l'attention

a) des Etats et organisations signataires ainsi que des Etats contractants et des organisations contractantes; ou

b) le cas échéant, de l'organe compétent de l'organisation internationale en cause.

Article 79Notifications et communications

Sauf dans les cas où le traité ou la présente Convention en dispose autrement, une notification ou une communication qui doit être faite par un Etat ou une organisation internationale en vertu de la présente Convention

a) est transmise, s'il n'y a pas de dépositaire, directement aux Etats et aux organisations auxquels elle est destinée ou, s'il y a un dépositaire, à ce dernier;

b) n'est considérée comme ayant été faite par l'Etat ou l'organisation en question qu'à partir de sa réception par l'Etat ou l'organisation auquel elle a été transmise ou, le cas échéant, par le dépositaire;

c) si elle est transmise à un dépositaire, n'est considérée comme ayant été reçue par l'Etat ou l'organisation auquel elle est destinée qu'à partir du moment où cet Etat ou cette organisation aura reçu du dépositaire l'information prévue à l'alinéa e) du paragraphe 1 de l'article 78.

Article 80Correction des erreurs dans les textes ou
les copies certifiées conformes des traités

1. Si, après l'authentification du texte d'un traité, les Etats et organisations internationales signataires et les Etats contractants et les organisations contractantes constatent d'un commun accord que ce texte contient une erreur, il est procédé à la correction de l'erreur par l'un des moyens énumérés ci-après, à moins que lesdits Etats et organisations ne décident d'un autre mode de correction

a) correction du texte dans le sens approprié et paraphe de la correction par des représentants dûment habilités;

b) établissement d'un instrument ou échange d'instruments où se trouve consignée la correction qu'il a été convenu d'apporter au texte;

c) établissement d'un texte corrigé de l'ensemble du traité suivant la procédure utilisée pour le texte original.

2. Lorsqu'il s'agit d'un traité pour lequel il existe un dépositaire, celui-ci notifie aux Etats et organisations internationales signataires et aux Etats contractants et aux organisations contractantes l'erreur et la proposition de la corriger et spécifie un délai approprié dans lequel l'objection peut être faite à la correction proposée. Si, à l'expiration du délai,

a) aucune objection n'a été faite, le dépositaire effectue et paraphe la correction dans le texte, dresse un procès-verbal de rectification du texte, et en communique copie aux parties au traité et aux Etats et organisations ayant qualité pour le devenir;

b) une objection a été faite, le dépositaire communique l'objection aux Etats et organisations signataires et aux Etats contractants et aux organisations contractantes.

3. Les règles énoncées aux paragraphes 1 et 2 s'appliquent également lorsque le texte a été authentifié en deux ou plusieurs langues et qu'apparaît un défaut de concordance qui, de l'accord des Etats et organisations internationales signataires ainsi que des Etats contractants et des organisations contractantes, doit être corrigé.

4. Le texte corrigé remplace ab initio le texte défectueux, à moins que les Etats et organisations internationales signataires ainsi que les Etats contractants et les organisations contractantes n'en décident autrement.

5. La correction du texte d'un traité qui a été enregistré est notifiée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

6. Lorsqu'une erreur est relevée dans une copie certifiée conforme d'un traité, le dépositaire dresse un procès-verbal de rectification et en communique copie aux Etats et organisations internationales signataires ainsi qu'aux Etats contractants et aux organisations contractantes.

Article 81

Enregistrement et publication des traités

1. Après leur entrée en vigueur, les traités sont transmis au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aux fins d'enregistrement ou de classement et inscription au répertoire, selon le cas, ainsi que de publication.

2. La désignation d'un dépositaire constitue autorisation pour celui-ci d'accomplir les actes visés au paragraphe précédent.

PARTIE VIII

CLAUSES FINALES

Article 82Signature

La présente Convention sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1986, au Ministère fédéral des affaires étrangères de la République d'Autriche et, ensuite, jusqu'au 30 juin 1987 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, à la signature :

- a) de tous les Etats;
- b) de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
- c) des organisations internationales invitées à participer à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales.

Article 83Ratification ou acte de confirmation formelle

La présente Convention sera soumise à ratification par les Etats et par la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et à des actes de confirmation formelle de la part des organisations internationales. Les instruments de ratification et les instruments relatifs aux actes de confirmation formelle seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 84Adhésion

1. La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout Etat, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et de toute organisation internationale qui a la capacité de conclure des traités.
2. L'instrument d'adhésion d'une organisation internationale comprendra une déclaration attestant qu'elle a la capacité de conclure des traités.
3. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 85Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion par les Etats ou par la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.
2. Pour chacun des Etats, et pour la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui ratifieront la présente Convention ou y adhéreront après que la condition énoncée au paragraphe 1 aura été remplie, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat ou par la Namibie de son instrument de ratification ou d'adhésion.
3. Pour chaque organisation internationale qui déposera un instrument relatif à un acte de confirmation formelle ou un instrument d'adhésion, la Convention entrera en vigueur à la plus éloignée des deux dates suivantes : le trentième jour après ledit dépôt, ou la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe 1.

Article 36Textes authentiques

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, et les représentants dûment autorisés du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et des organisations internationales ont signé la présente Convention.

FAIT A VIENNE, le vingt et un mars mil neuf cent quatre-vingt-six.

PER COPIA CONFORME



[Handwritten signature]

ANNEXE

PROCEDURES D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION
INSTITUEES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 66I. CONSTITUTION DU TRIBUNAL ARBITRAL
OU DE LA COMMISSION DE CONCILIATION

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse et tient une liste de juristes qualifiés parmi lesquels les parties à un différend peuvent choisir les personnes qui composeront un tribunal arbitral ou, selon le cas, une commission de conciliation. A cette fin, tout Etat qui est Membre de l'Organisation des Nations Unies et toute partie à la présente Convention sont invités à désigner deux personnes, et les noms des personnes ainsi désignées composeront la liste, dont copie sera adressée au Président de la Cour internationale de Justice. La désignation des personnes qui figurent sur la liste, y compris celles qui sont désignées pour remplir une vacance fortuite, est faite pour une période de cinq ans renouvelable. A l'expiration de la période pour laquelle elles auront été désignées, les personnes susmentionnées continueront à exercer les fonctions pour lesquelles elles auront été choisies conformément aux paragraphes suivants.

2. Lorsqu'une notification est faite conformément au paragraphe 2, alinéa f) de l'article 66, ou qu'un accord est intervenu conformément au paragraphe 3 sur la procédure définie dans la présente Annexe, le différend est soumis à un tribunal arbitral. Lorsqu'une demande est soumise au Secrétaire général conformément au paragraphe 4 de l'article 66, le Secrétaire général porte le différend devant une commission de conciliation. Le Tribunal arbitral et la Commission de conciliation sont composés comme suit :

Les Etats, les organisations internationales, ou, selon le cas, les Etats et les organisations qui constituent une des parties au différend nomment d'un commun accord

a) un arbitre ou, selon le cas, un conciliateur, choisi ou non sur la liste visée au paragraphe 1;

b) un arbitre ou, selon le cas, un conciliateur, choisi parmi les personnes qui figurent sur la liste n'ayant la nationalité d'aucun des Etats et n'ayant pas été désigné par une des organisations qui constituent la partie considérée au différend, étant entendu qu'un différend entre deux organisations internationales ne doit pas être examiné par des ressortissants d'un seul et même Etat.

Les Etats, les organisations internationales, ou, selon le cas, les Etats et les organisations qui constituent l'autre partie au différend nomment de la même manière deux arbitres, ou, selon le cas, deux conciliateurs. Les quatre personnes choisies par les parties doivent être nommées dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle l'autre partie au différend a reçu la notification prévue au paragraphe 2, alinéa f) de l'article 66, ou à laquelle un accord est intervenu conformément au paragraphe 3 sur la procédure définie dans la présente Annexe, ou à laquelle le Secrétaire général reçoit la demande de conciliation.

Dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle la dernière nomination est intervenue, les quatre personnes ainsi choisies nomment un cinquième arbitre ou conciliateur, selon le cas, choisi sur la liste, qui exerce les fonctions de président.

Si la nomination du président ou de l'un quelconque des autres arbitres ou conciliateurs, selon le cas, n'intervient pas dans le délai prescrit pour cette nomination, elle sera faite par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans les soixante jours qui suivent l'expiration de ce délai. Le Secrétaire général peut désigner comme président soit l'une des personnes inscrites sur la liste soit un des membres de la Commission du droit international. L'un quelconque des délais dans lesquels les nominations doivent être faites peut être prorogé par accord des parties au différend. Si l'Organisation des Nations Unies est partie ou est comprise dans l'une des parties au différend, le Secrétaire général transmet la demande mentionnée ci-dessus au Président de la Cour internationale de Justice, qui exerce les fonctions confiées au Secrétaire général par le présent alinéa.

Toute vacance doit être remplie de la façon spécifiée pour la nomination initiale.

La nomination d'arbitres ou de conciliateurs par une organisation internationale comme prévu aux paragraphes 1 et 2 est régie par les règles pertinentes de cette organisation.

II. FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL ARBITRAL

3. Sauf convention contraire entre les parties au différend, le Tribunal arbitral arrête lui-même sa procédure en garantissant à chacune des parties au différend la pleine possibilité d'être entendue et de se défendre.
4. Avec le consentement préalable des parties au différend, le Tribunal arbitral peut inviter tout Etat ou toute organisation internationale intéressé à lui soumettre ses vues, oralement ou par écrit.
5. Le Tribunal arbitral se prononce à la majorité de ses membres. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.
6. Si l'une des parties au différend ne comparaît pas devant le Tribunal ou s'abstient de se défendre, l'autre partie peut demander au Tribunal de poursuivre la procédure et de rendre sa décision. Avant de rendre sa décision, le Tribunal doit s'assurer non seulement qu'il a compétence pour connaître du différend, mais que la demande est fondée en fait et en droit.
7. La décision du Tribunal arbitral se borne à la matière du différend; elle est motivée. Tout membre du Tribunal peut exprimer une opinion individuelle ou dissidente.
8. La décision est définitive et non susceptible d'appel. Toutes les parties au différend doivent se soumettre à la décision.
9. Le Secrétaire général fournit au Tribunal l'assistance et les facilités dont il a besoin. Les dépenses du Tribunal sont supportées par l'Organisation des Nations Unies.

III. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE CONCILIATION

10. La Commission de conciliation arrête elle-même sa procédure. La Commission, avec le consentement des parties au différend, peut inviter toute partie au traité à lui soumettre ses vues oralement ou par écrit. Les décisions et les recommandations de la Commission sont adoptées à la majorité des voix de ses cinq membres.

11. La Commission peut signaler à l'attention des parties au différend toute mesure susceptible de faciliter un règlement amiable.

12. La Commission entend les parties, examine les prétentions et les objections, et fait des propositions aux parties en vue de les aider à parvenir à un règlement amiable du différend.

13. La Commission fait rapport dans les douze mois qui suivent sa constitution. Son rapport est déposé auprès du Secrétaire général et communiqué aux parties au différend. Le rapport de la Commission, y compris toutes conclusions y figurant sur les faits ou sur les points de droit, ne lie pas les parties et n'est rien de plus que l'énoncé de recommandations soumises à l'examen des parties en vue de faciliter un règlement amiable du différend.

14. Le Secrétaire général fournit à la Commission l'assistance et les facilités dont elle peut avoir besoin. Les dépenses de la Commission sont supportées par l'Organisation des Nations Unies.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE DI VIENNA SUL DIRITTO DEI TRATTATI
TRA STATI ED ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI
O TRA ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI

NAZIONI UNITE

1986

Le Parti alla presente Convenzione,

Considerando il ruolo fondamentale dei trattati nella storia delle relazioni internazionali,

Consapevoli del carattere consensuale dei trattati e della loro crescente importanza in quanto fonte di diritto internazionale,

Constatando che i principi del libero consenso e della buona fede, nonché la norma dei pacta sunt servanda, sono universalmente riconosciuti,

Affermando che occorre rafforzare il processo di codificazione e di progressivo sviluppo del diritto internazionale nel mondo intero,

Convinte che la codificazione ed il progressivo sviluppo delle norme applicabili ai trattati tra Stati ed organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali valgono a consolidare la struttura giuridica delle relazioni internazionali ed servire alle finalità delle Nazioni Unite,

Consapevoli dei principi di diritto internazionale incorporati nella Carta delle Nazioni Unite, quali i principi concernenti l'uguaglianza dei diritti dei popoli ed il loro diritto a disporre di sé stessi, l'uguaglianza sovrana e l'indipendenza di tutti gli Stati, la non-interferenza negli affari interni degli Stati, il divieto della minaccia o dell'uso della forza, nonché il rispetto universale ed effettivo dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali per tutti,

Rammentando le disposizioni della Convenzione di Vienna del 1969 sul diritto dei trattati,

Consapevoli dei vincoli tra, da una parte il diritto dei trattati tra gli Stati e, d'altra parte, il diritto dei trattati tra Stati ed organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali;

Considerando l'importanza dei trattati tra Stati ed organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali in quanto mezzo efficace per sviluppare le relazioni internazionali e creare le condizioni di una cooperazione pacifica tra le nazioni, a prescindere dai loro ordinamenti costituzionali e sociali;

Tenendo presente le particolari caratteristiche dei trattati di cui sono parte le organizzazioni internazionali in quanto soggetti distinti del diritto internazionale degli Stati,

Notando che le organizzazioni internazionali fruiscono della capacità di concludere trattati, loro necessaria per esercitare le proprie funzioni e attuare i loro obiettivi,

Consapevoli che la prassi delle organizzazioni internazionali, nel concludere trattati con gli Stati o tra di loro, dovrebbe essere conforme agli atti costitutivi (di dette organizzazioni),

Affermando che nessuna disposizione della presente Convenzione deve essere interpretata nel senso di pregiudicare quelle che presiedono alle relazioni tra una organizzazione internazionale ed i suoi membri, assoggettate alle regole dell'organizzazione,

Affermando altresì che le controversie in merito ai trattati dovrebbero, alla stregua delle altre controversie internazionali, essere composte, in base alla Carta delle Nazioni Unite, con mezzi pacifici ed in conformità dei principi della giustizia e del diritto internazionale,

Affermando inoltre che le norme di diritto internazionale consuetudinario continueranno a disciplinare le questioni non regolamentate dalle disposizioni della presente Convenzione,

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE IINTRODUZIONEArticolo PrimoPortata della presente Convenzione

La presente Convenzione si applica:

- a) ai trattati tra uno o più Stati e una o più organizzazioni internazionali, e
- b) ai trattati tra organizzazioni internazionali.

Articolo 2Termini utilizzati

1. Ai fini della presente Convenzione:

a) per il termine "trattato" s'intende un accordo internazionale disciplinato dal diritto internazionale e concluso per iscritto

i) tra uno o più Stati e una o più organizzazioni internazionali; o

ii) tra organizzazioni internazionali;

sia che detto accordo sia registrato in un unico strumento o in due o più strumenti connessi, e a prescindere dalla sua particolare denominazione;

b) per il termine "ratifica" s'intende l'atto internazionale in tal modo denominato, con il quale uno Stato esprime a livello internazionale il suo consenso ad essere vincolato da un trattato;

- b bis) per il termine "atto di conferma formale" si intende un atto internazionale corrispondente a quello della ratifica da parte di uno Stato, con il quale una organizzazione internazionale esprime a livello internazionale il suo consenso ad essere vincolato da un trattato;
- b ter) per i termini "accettazione, "approvazione" ed "adesione" si intende, a seconda dei casi, l'atto internazionale così denominato con il quale uno Stato o una organizzazione internazionale esprime a livello internazionale il suo consenso ad essere vincolato da un trattato;
- c) per il termine "pieni poteri" si intende un documento emanato dall'Autorità competente di uno Stato o dall'organo competente di un'organizzazione internazionale, che nomina una o più persone a rappresentare lo Stato o l'organizzazione al fine di negoziare, adottare o autenticare il testo di un trattato, esprimere il consenso dello Stato o dell'organizzazione ad essere vincolata da un trattato, o copiere ogni altro atto riguardo al Trattato;
- d) per il termine "riserva", si intende una dichiarazione unilaterale, a prescindere dalla sua formulazione o dalla sua denominazione, apposta da uno Stato o da una organizzazione internazionale alla firma, alla ratifica, all'atto di conferma formale, all'accettazione o all'approvazione di un Trattato, o all'adesione a quest'ultimo, mediante la quale detto Stato o detta organizzazione intende escludere o modificare la portata legale di alcune disposizioni del trattato nella loro applicazione a detto Stato o a detta organizzazione;
- e) per il termine "Stato partecipante al negoziato" ed il termine "Organizzazione partecipante al negoziato", si intendono rispettivamente
- i) uno Stato;
 - ii) una organizzazione internazionale;
- che abbiano partecipato alla elaborazione ed all'adozione del testo del trattato;

f) Per il termine "Stato contraente" ed il termine "Organizzazione contraente" si intendono rispettivamente

- i) uno Stato;
- ii) una organizzazione internazionale;

che abbiano consentito ad essere vincolate dal Trattato, sia che il trattato sia entrato in vigore o meno;

g) per il termine "parte" si intende uno Stato o una organizzazione internazionale che abbia consentito ad essere vincolato dal Trattato, e nei cui confronti il trattato è in vigore;

h) per il termine "Stato terzo" ed il termine "organizzazione terza" si intendono rispettivamente

- i) uno Stato;
- ii) una organizzazione internazionale

che non sia parte al trattato;

i) per il termine "organizzazione internazionale" si intende una organizzazione intergovernativa;

j) per il termine "regole dell'organizzazione", si intendono in particolare gli atti costitutivi della Organizzazione, le decisioni e le risoluzioni adottate in conformità a detti atti e ad una prassi ben consolidata dell'organizzazione.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 riguardo ai termini utilizzati nella presente Convenzione non pregiudicano l'impiego di detti termini, né il significato che può essere conferito loro nel diritto interno di uno Stato, o nelle regole di una organizzazione internazionale.

Articolo 3Accordi internazionali che non rientrano
nell'ambito della presente Convenzione.

Il fatto che la presente Convenzione non si applica:

- i) né agli accordi internazionali di cui sono parte uno o più Stati, una o più organizzazioni internazionali, e uno o più soggetti di diritto internazionale, che non siano Stati o organizzazioni;
- ii) né agli accordi internazionali di cui sono parte una o più organizzazioni internazionali e uno o più soggetti di diritto internazionale che non siano Stati o Organizzazioni;
- iii) né agli accordi internazionali non scritti tra uno o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali, o tra organizzazioni internazionali;
- iv) né agli accordi internazionali tra soggetti di diritto internazionale diversi da Stati o organizzazioni internazionali;

non pregiudica

- a) il valore giuridico di detti accordi;
- b) l'applicazione a detti accordi di qualsiasi norma enunciata nella presente Convenzione, cui sarebbero assoggettati in base al diritto internazionale a prescindere da detta Convenzione;
- c) l'applicazione della Convenzione alle relazioni tra Stati ed organizzazioni internazionali o alle relazioni tra organizzazioni, qualora dette relazioni siano disciplinate da accordi internazionali di cui sono altresì parte altri soggetti di diritto internazionale.

Articolo 4

Non-retroattività della presente Convenzione

Senza pregiudicare l'applicazione di ogni norma enunciata nella presente Convenzione, alla quale i trattati tra uno o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali sarebbero assoggettati in virtù del diritto internazionale, a prescindere da detta Convenzione, questa si applica unicamente ai trattati conclusi dopo la sua entrata in vigore nei confronti di detti Stati ed Organizzazioni.

Articolo 5

Trattati costitutivi di organizzazioni internazionali e trattati adottati in seno ad una organizzazione internazionale.

La presente Convenzione si applica ad ogni trattato tra uno o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali, che sia l'atto costitutivo di una organizzazione internazionale, e ad ogni trattato adottato nell'ambito di una organizzazione internazionale, fatta salva ogni regola pertinente dell'Organizzazione.

PARTE II

CONCLUSIONE ED ENTRATA IN VIGORE DEI TRATTATI

SEZIONE 1. - CONCLUSIONE DEI TRATTATI

Articolo 6

La capacità di una organizzazione internazionale di concludere trattati è disciplinata dalle regole di detta organizzazione.

Articolo 7Pieni poteri

1. Una persona è considerata come rappresentante di uno Stato per l'adozione o l'autenticazione del testo di un trattato o per esprimere il consenso dello Stato ad essere vincolato da un Trattato:

- a) qualora detta persona presenti adeguati pieni poteri; o
- b) qualora emerga dalla prassi o da altre circostanze, che era intento degli Stati e delle organizzazioni internazionali interessate, di considerare questa persona (quale rappresentante dello Stato a tali fini senza presentazione di pieni poteri.

2. Sono considerati come rappresentanti il proprio Stato in base alle loro funzioni e senza dover presentare pieni poteri:

- a) i capi di Stato, i capi di governo ed i ministri degli Affari Esteri, per ogni atto relativo alla conclusione di un Trattato tra uno o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali;

b) i rappresentanti accreditati dagli Stati ad una Conferenza internazionale, per l'adozione del testo di un Trattato tra Stati ed organizzazioni internazionali;

c) i rappresentanti accreditati dagli Stati presso una organizzazione internazionale o uno dei suoi organi, per l'adozione del testo di un trattato in seno a detta organizzazione o detto organo;

d) i capi missione permanenti presso una organizzazione internazionale, ai fini dell'adozione del testo di un Trattato tra gli Stati accreditanti e detta organizzazione.

3. Una persona è considerata come rappresentante una organizzazione internazionale, per l'adozione o l'autentica del testo di un trattato o per esprimere il consenso di detta organizzazione ad essere vincolata da un trattato:

a) qualora detta persona presenti pieni poteri appropriati; o

b) qualora emerga dalle circostanze che era intento degli Stati e delle Organizzazioni internazionali interessate di considerare detta persona come rappresentante l'organizzazione a detti fini, in conformità alle regole di detta organizzazione, senza presentazione di pieni poteri.

Articolo 8

Ulteriore conferma di un atto

compiuto senza autorizzazione.

Un atto relativo alla conclusione di un trattato compiuto da una persona che non può, in virtù dell'articolo 7, essere considerata come autorizzata a rappresentare uno Stato o una organizzazione internazionale a tal fine, è senza effetti giuridici, a meno che non venga ulteriormente confermato da detto Stato o da detta organizzazione.

Articolo 9

Adozione del testo.

1. L'adozione del testo di un trattato avviene con il consenso di tutti gli Stati e di tutte le Organizzazioni internazionali o, a seconda dei casi, di tutte le organizzazioni partecipanti alla sua elaborazione, tranne che nei casi previsti al paragrafo 2.

2. L'adozione del testo di un trattato ad una conferenza internazionale avviene in conformità alla procedura concordata tra i partecipanti a detta Conferenza. Qualora tuttavia questi ultimi non giungano ad un accordo in merito a detta procedura, l'adozione del testo ha luogo mediante un voto a maggioranza dei due terzi dei partecipanti presenti e votanti a meno che essi non decidano, con uguale maggioranza, di applicare una regola diversa.

Articolo 10

Autentica del testo

1. Il testo di un trattato tra uno o più Stati ed una o più Organizzazioni internazionali è decretato come autentico e definitivo,

a) in base alla procedura fissata in detto testo o convenuta tra gli Stati e le organizzazioni che partecipano alla elaborazione del trattato; o

b) in mancanza di detta procedura, dalla firma, la firma ad referendum o la sigla, ^{da parte di} rappresentanti di detti Stati e di dette organizzazioni, del testo del trattato o dell'atto finale di una Conferenza nel quale il testo è registrato.

2. Il testo di un trattato tra organizzazioni internazionali è decretato come autentico e definitivo

a) in base alla procedura stabilita in detto testo o convenuta dalle organizzazioni che partecipano alla sua elaborazione;

b) in mancanza di detta procedura, dalla firma, la firma ad referendum o la sigla, da parte dei rappresentanti di dette organizzazioni, del testo del trattato o dell'atto finale di una Conferenza nel quale il testo sia registrato.

Articolo 11

Modalità di espressione del consenso ad essere vincolato da un trattato.

1. Il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato può essere espresso dalla firma, dallo scambio di strumenti che costituiscono un trattato, ^{o alla} ratifica, accettazione, approvazione o adesione, o da ogni altro mezzo convenuto.

2. Il consenso di una organizzazione internazionale ad essere vincolata da un trattato può essere manifestato mediante la firma, lo scambio di strumenti che costituiscono un trattato, un atto di conferma formale, l'accettazione, approvazione o adesione, o ogni altro mezzo convenuto.

Articolo 12

Manifestazione, mediante la firma, del consenso ad essere vincolato da un trattato.

1. Il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da un Trattato si manifesta con la firma del rappresentante di detto Stato o di detta organizzazione:

- a) qualora il trattato preveda che la firma avrà questo effetto;
- b) qualora sia comunque stabilito che gli Stati e le organizzazioni, o, a seconda dei casi, le organizzazioni che hanno partecipato al negoziato, avevano convenuto che la firma avrebbe detto effetto;
- c) qualora l'intento dello Stato o dell'organizzazione di dare detto effetto alla firma risulti dai pieni poteri del suo rappresentante o sia stata espressa in corso di negoziato.

2. Ai fini del paragrafo 1:

a) la sigla del testo vale come firma del trattato, qualora venga stabilito che gli Stati e le organizzazioni o, a seconda dei casi, le organizzazioni partecipanti al negoziato avevano in tal modo convenuto;

b) la firma ad referendum di un trattato, ^{da parte} del rappresentante di uno Stato o di una organizzazione internazionale, se essa è confermata da detto Stato o da detta organizzazione, vale come firma definitiva del trattato.

Articolo 13

Manifestazione, mediante lo scambio di strumenti che costituiscono un trattato, del consenso ad essere vincolato da un Trattato.

Il consenso degli Stati o delle organizzazioni internazionali ad essere vincolati da un trattato costituito dagli strumenti scambiati tra di loro si manifesta attraverso detto scambio:

a) qualora gli strumenti prevedono che il loro scambio avrà detto effetto; o

b) qualora sia peraltro stabilito che detti Stati e dette Organizzazioni, o, a seconda dei casi, dette Organizzazioni avevano convenuto che lo scambio di strumenti avrebbe prodotto tale effetto.

Articolo 14

Manifestazione, mediante la ratifica, . . . atto di conferma formale, l'accettazione o l'approvazione, del consenso ad essere vincolato da un trattato.

1. Il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato si esprime con la ratifica

a) Quando il trattato prevede che detto consenso si esprima con la ratifica;

- b) quando è altrimenti stabilito che gli Stati e le organizzazioni partecipanti al negoziato abbiano convenuto che la ratifica sarebbe necessaria;
- c) quando il rappresentante di detto Stato ha firmato il Trattato con riserva di ratifica;
- d) quando l'intento di detto Stato di firmare il trattato con riserve di ratifica, risulta dai pieni poteri del suo rappresentante o è stato espresso in corso di negoziato.
2. Il consenso di un'Organizzazione internazionale ad essere vincolato da un trattato si esprime con un atto di conferma formale
- a) quando il trattato prevede che detto consenso si esprima con un atto di conferma formale;
- b) quando è altrimenti stabilito che gli Stati e le organizzazioni, o, a seconda dei casi, le organizzazioni partecipanti al negoziato avevano convenuto che un atto di conferma formale sarebbe necessario;
- c) quando il rappresentante di detta Organizzazione ha firmato il Trattato con riserva di un atto di conferma formale; o
- d) quando l'intento di detta organizzazione di firmare il trattato con riserva di un atto di conferma formale risulta dai pieni poteri del suo rappresentante o è stato espresso in corso di negoziato.
3. Il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da un trattato si esprime con l'accettazione o con l'approvazione in condizioni analoghe a quelle che si applicano alla ratifica o, a seconda dei casi, ad un atto di conferma formale.

Articolo 15

Manifestazione, mediante l'adesione, del consenso ad essere vincolato da un trattato

Il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da un trattato si esprime con l'adesione:

- a) quando il trattato prevede che detto consenso può essere espresso da detto Stato o da detta organizzazione

mediante adesione;

b) quando è altrimenti stabilito che gli Stati e le organizzazioni o, a seconda dei casi, le organizzazioni partecipanti al negoziato avevano convenuto che detto consenso potrebbe essere espresso da detto Stato o da detta Organizzazione mediante adesione; o

c) quando tutte le parti hanno ulteriormente convenuto che detto consenso poteva essere espresso da detto Stato o da detta organizzazione mediante adesione.

Articolo 16

Scambio o deposito di strumenti di ratifica, di conferma formale, di accettazione, di approvazione o di adesione

1. A meno che il Trattato non disponga altrimenti, gli strumenti di ratifica, gli strumenti relativi ad un atto di conferma formale o gli strumenti di accettazione, di approvazione o di adesione, stabiliscono il consenso di uno Stato o di una Organizzazione internazionale ad essere vincolato da un Trattato tra uno o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali al momento:

a) del loro scambio tra gli Stati contraenti e le organizzazioni contraenti;

b) del loro deposito presso il depositario;

c) della loro notifica agli Stati contraenti ed alle organizzazioni contraenti o al depositario, se in tal modo convenuto.

2. A meno che il Trattato non disponga altrimenti, gli strumenti relativi ad un atto di conferma formale o gli strumenti di accettazione, di approvazione o di adesione, stabiliscono il consenso di una organizzazione internazionale ad essere vincolati da un trattato tra Organizzazioni internazionali al momento:

a) del loro scambio tra le organizzazioni contraenti;

b) del loro deposito presso il depositario; o

c) della loro notifica alle organizzazioni contraenti o al depositario, se in tal modo convenuto.

Articolo 17

Consenso ad essere vincolato da una parte del Trattato e scelta tra disposizioni diverse

1. Senza pregiudizio degli articoli da 19 a 23, il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da una parte del trattato, produce effetto solo se il trattato lo consente o se gli Stati contraenti e le organizzazioni contraenti, o, a seconda dei casi, le organizzazioni contraenti vi consentano.
2. Il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da un trattato che consenta di effettuare una scelta tra disposizioni diverse, produce effetto solamente se le disposizioni (che sono oggetto del trattato) sono chiaramente indicate.

Articolo 18

Obbligo di non privare un trattato del suo obiettivo e del suo scopo prima della sua entrata in vigore

Uno Stato o una organizzazione internazionale deve astenersi da atti che priverebbero un trattato del suo obiettivo e del suo scopo:

a) qualora detto Stato o detta Organizzazione abbia firmato il trattato o abbia scambiato gli strumenti che costituiscono il trattato con riserva di ratifica, di un atto di conferma formale, di accettazione o di approvazione, fino a quando detto Stato o detta organizzazione non abbia manifestato il suo intento di non divenire parte al trattato; o

b) qualora detto Stato o detta organizzazione abbia espresso il suo consenso ad essere vincolato, nel periodo precedente l'entrata in vigore del trattato e a patto che questa non sia indebitamente ritardata.

SEZIONE 2: RISERVE

Articolo 19
di
Formulazione riserve

Uno Stato o una organizzazione internazionale, al momento di firmare, ratificare, confermare formalmente, accettare, approvare un trattato o aderirvi, può formulare una riserva, a meno:

- a) che la riserva non sia vietata dal trattato;
- b) che il trattato disponga ^{che} solamente alcune riserve determinate, tra cui non figurino la riserva in questione, possono essere formulate;
- c) che, in casi diversi da quelli previsti ai paragrafi a) e b), la riserva non sia incompatibile con l'oggetto e lo scopo del trattato.

Articolo 20
Accettazione delle riserve e obiezioni alle
riserve.

1. Una riserva espressamente autorizzata da un trattato non ha bisogno di essere ulteriormente accettata dagli Stati contraenti e dalle organizzazioni contraenti o, a seconda dei casi, dalle organizzazioni contraenti, a meno che il trattato non lo preveda.

2. Qualora risultino al numero ristretto di Stati e di organizzazioni o, a seconda dei casi, da organizzazioni partecipanti al negoziato, nonché dall'obiettivo e dal fine di un trattato, che l'applicazione del trattato nella sua integralità tra tutte le parti è condizione essenziale del consenso di ciascuna di esse ad essere vincolato dal trattato, una riserva deve essere accettata da tutte le parti.

3. Quando un trattato è un atto costitutivo di una organizzazione internazionale ed a meno che non sia altrimenti stabilito, una riserva esige l'accettazione dell'organo competente di detta organizzazione, salvo che detto trattato non disponga altrimenti

4. Nei casi diversi da quelli di cui ai paragrafi precedenti, e a meno che il trattato non disponga altrimenti,

a) l'accettazione di una riserva da parte di uno Stato contraente o da parte di una organizzazione contraente fa sì che lo Stato o l'organizzazione internazionale autrice della riserva divenga parte al trattato nei confronti dello Stato o della organizzazione che ha accettato la riserva, se il trattato è in vigore o qualora entri in vigore per l'autore della riserva e lo Stato o l'organizzazione che abbia accettato la riserva;

b) l'obiezione espressa da uno Stato contraente o da una organizzazione contraente per quanto riguarda una riserva, non impedisce che il trattato entri in vigore tra lo Stato o l'organizzazione internazionale che ha formulato l'obiezione e lo Stato o l'organizzazione autrice della riserva, a meno che non sia stato chiaramente manifestata una intenzione opposta da parte dello Stato o dell'organizzazione che ha formulato l'obiezione;

c) un atto che esprima il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato dal trattato e che contenga una riserva ha effetto dal momento in cui uno Stato contraente o una organizzazione contraente abbiano accettato la riserva.

5. Ai fini dei paragrafi 2 e 4, e a meno che il trattato non disponga in altro modo, si considera che una riserva sia stata accettata da uno Stato o da una organizzazione internazionale qualora essi non abbiano formulato obiezioni alla riserva, sia alla scadenza dei dodici mesi successivi alla data in cui ne

abbiano ricevuto notifica, sia alla data in cui essi abbiano espresso il loro consenso ad essere vincolati dal trattato, se detta data è posteriore.

Articolo 21

Effetti giuridici delle riserve e delle obiezioni alle riserve.

1. Una riserva formulata nei confronti di un'altra parte, in conformità agli articoli 19, 20 e 23:

a) modifica, per lo Stato o per l'organizzazione internazionale autrice della riserva nelle sue relazioni con quest'altra parte, le disposizioni del trattato sulle quali verte la riserva, nella misura prevista da detta riserva; e

b) modifica dette disposizioni nella stessa misura per l'altra parte, nelle sue relazioni con lo Stato o con l'organizzazione internazionale autrice della riserva.

2. La riserva non modifica le disposizioni del trattato per le altre parti al trattato nei loro rapporti inter se.

3. Qualora uno Stato o una organizzazione internazionale che abbia formulato un'obiezione ad una riserva non si sia opposto all'entrata in vigore del trattato tra lo Stato stesso e l'organizzazione stessa, lo Stato o l'organizzazione che abbiano formulato la riserva, le disposizioni su cui verte la riserva non saranno applicate tra l'autore della riserva e lo Stato o l'organizzazione che ha formulato l'obiezione, nella misura prevista dalla riserva.

Articolo 22

Ritiro delle riserve e delle obiezioni alle riserve

1. A meno che il trattato non disponga in altro modo, una riserva può in ogni momento essere ritirata senza che il consenso dello Stato o dell'organizzazione internazionale che ha accettato la riserva sia necessaria per il suo ritiro.

2. A meno che il trattato non disponga in altro modo, una obiezione ad una riserva può essere ritirata in ogni momento.

3. A meno che il trattato non disponga o che non sia stato convenuto in altro modo,

a) il ritiro di una riserva ha effetto riguardo ad uno Stato contraente o ad una organizzazione contraente solo quando detto Stato o detta organizzazione ne abbia ricevuto notifica;

b) il ritiro di un'obiezione ad una riserva ha effetto solo quando lo Stato o l'organizzazione internazionale che ha espresso la riserva riceve notifica di detto ritiro.

Articolo 23

Procedura relativa alle riserve

1. La riserva, l'accettazione espressa di una riserva e l'obiezione ad una riserva devono essere formulate per iscritto e comunicate agli Stati contraenti ed alle organizzazioni contraenti ed agli altri Stati ed altre organizzazioni internazionali qualificate a divenire parti al Trattato.

2. Se formulata al momento della firma del trattato con riserva di ratifica, di un atto di conferma formale, di accettazione o di approvazione, una riserva deve essere confermata formalmente dallo Stato o dall'Organizzazione internazionale che ne è autore quando esprime il suo consenso ad essere vincolato dal Trattato. In tal caso si considererà che la riserva sia stata espressa alla data in cui è stata confermata.

3. L'accettazione espressa di una riserva o di una obiezione mossa ad una riserva, qualora siano anteriori alla conferma di quest'ultima, non ha bisogno di essere confermata.

4. Il ritiro di una riserva o di una obiezione ad una riserva deve essere formulato per iscritto.

SEZIONE 3 - ENTRATA IN VIGORE DEI TRATTATI ED
APPLICAZIONE A TITOLO PROVVISORIO.

Articolo 24.

Entrata in vigore

1. Un trattato entra in vigore secondo le modalità ed alla data fissata dalle sue disposizioni o da un accordo tra gli Stati e le organizzazioni, o, a seconda dei casi, tra le organizzazioni che hanno partecipato al negoziato.
2. In mancanza di dette disposizioni o di detto accordo, un trattato entra in vigore non appena il consenso ad essere vincolato dal trattato sia stato stabilito per tutti gli Stati e tutte le organizzazioni o, a seconda dei casi, per tutte le organizzazioni partecipanti al negoziato.
3. Qualora il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolato da un trattato sia stabilito in data posteriore all'entrata in vigore di detto trattato, questi, a meno che non ne disponga altrimenti, entra in vigore nei confronti di detto Stato o di detta organizzazione alla data summenzionata.
4. Le disposizioni di un trattato che disciplinano l'autentica del testo, la formazione del consenso ad essere vincolati dal trattato, le modalità o la data di entrata in vigore, le riserve, le funzioni del depositario, nonché le altre questioni che si pongono necessariamente prima dell'entrata in vigore del Trattato, sono applicabili sin dall'adozione del testo.

Articolo 25Applicazione a titolo provvisorio

1. Un trattato o una parte di un trattato sarà applicato a titolo provvisorio in attesa della sua entrata in vigore

a) qualora il trattato stesso disponga in tal modo;

b) qualora gli Stati e le organizzazioni o, a seconda dei casi, le organizzazioni che hanno partecipato al negoziato abbiano convenuto in tal senso, sia pure in altra maniera.

2. A meno che il trattato non disponga in altro modo o che gli Stati e le organizzazioni internazionali partecipanti al negoziato o, a seconda dei casi, le organizzazioni partecipanti al negoziato, non abbiano convenuto in altro modo, l'applicazione a titolo provvisorio di un trattato o di una parte di un trattato nei confronti di un Stato o di una organizzazione termina qualora detto Stato o detta organizzazione notifichi agli Stati ed alle organizzazioni tra le quali il trattato è applicato provvisoriamente, la sua intenzione di non divenire parte al Trattato.

PARTE III

Osservanza, applicazione ed interpretazione dei Trattati.

SEZIONE 1. OSSERVANZA DEI TRATTATI

Articolo 26Pacta sunt servanda

Ogni trattato in vigore vincola le parti; esse dovranno renderlo esecutivo in buona fede.

Articolo 27Diritto interno degli Stati, regole delle organizzazioni internazionali e rispetto dei trattati

1. Uno Stato parte ad un trattato non può invocare le disposizioni del suo diritto interno per giustificare la mancata attuazione del trattato.
2. Una organizzazione internazionale parte ad un trattato non può invocare le regole dell'organizzazione per giustificare la mancata attuazione del trattato.
3. Le regole enunciate ai paragrafi precedenti non pregiudicano l'art.46.

SEZIONE 2. APPLICAZIONE DEI TRATTATI

Articolo 28Non-retroattività dei trattati

A meno che una diversa intenzione non risulti dal trattato o non sia comunque enunciata, le disposizioni di un trattato non vincolano una parte per quanto riguarda un atto o un fatto anteriore alla data di entrata in vigore di detto trattato nei confronti di detta parte o una situazione che aveva cessato di esistere in detta data.

Articolo 29Applicazione territoriale dei trattati

A meno che una diversa intenzione non risulti dal trattato o sia altrimenti espressa, un trattato tra uno o più Stati e una o più organizzazioni internazionali vincola ognuno degli Stati parti nei confronti dell'insieme del suo territorio.

Articolo 30Applicazione di trattati successivisulla medesima materia

1. I diritti e gli obblighi degli Stati ed organizzazioni internazionali Parti a trattati successivi sulla medesima materia, sono determinati in conformità ai paragrafi seguenti.
2. Qualora un trattato precisi che è subordinato ad un trattato anteriore o successivo, o che non debba essere considerato come incompatibile con detto altro trattato, prevalgono le disposizioni di quest'ultimo.

3. Qualora tutte le parti al trattato precedente siano ugualmente parti al trattato successivo, senza che il trattato anteriore abbia cessato di essere in vigore o che la sua applicazione sia stata sospesa ai sensi dell'art. 59, il trattato precedente si applica solo se le sue disposizioni sono compatibili con quelle del trattato successivo.

4. Qualora le parti al trattato anteriore non siano tutte parti al trattato successivo:

a) per quanto riguarda le relazioni tra le due parti, ognuna delle quali parti ai due trattati, la regola applicabile è quella enunciata al paragrafo 3;

b) nelle relazioni tra una parte ai due trattati ed una parte ad un solo trattato, il trattato di cui sono ambedue parti, disciplina i loro diritti ed obblighi reciproci.

5. Il paragrafo 4 si applica senza pregiudizio dell'articolo 41, di ogni questione relativa all'estinzione o alla sospensione dell'applicazione di un trattato ai sensi dell'art. 60, o di ogni questione di responsabilità che possa derivare, per uno Stato o una organizzazione internazionale, dalla conclusione o dall'applicazione di un trattato le cui disposizioni sono incompatibili con gli obblighi che ad esso spettano nei confronti di uno Stato o di una organizzazione in virtù di un altro trattato.

6. I paragrafi precedenti non pregiudicano il fatto che in caso di contrasto tra gli obblighi derivanti dalla Carta delle Nazioni Unite e gli obblighi derivanti da un trattato, i primi prevarranno.

SEZIONE 3. INTERPRETAZIONE DEI TRATTATIArticolo 31Norma generale d'interpretazione

1. Un trattato deve essere interpretato in buona fede conformemente al significato comune da attribuire ai termini del trattato nel suo contesto ed alla luce del suo fine e del suo scopo.
2. Ai fini dell'interpretazione di un trattato, il contesto comprende, oltre al testo, preambolo ed allegati annessi:
 - a) ogni accordo che sia relativo al trattato e che sia intervenuto tra tutte le parti in occasione della conclusione del trattato;
 - b) ogni strumento stabilito da una o più parti in occasione della conclusione del trattato, - accettato dalle altre parti in quanto strumento relativo al trattato.
3. Sarà tenuto conto, insieme al contesto:
 - a) di ogni ulteriore accordo intervenuto tra le parti riguardo all'interpretazione del trattato o all'applicazione delle sue disposizioni;
 - b) di ogni prassi successivamente seguita riguardo all'applicazione del trattato, con la quale si stabilisce l'accordo delle parti rispetto all'interpretazione del trattato;
 - c) di ogni regola pertinente di diritto internazionale applicabile nelle relazioni tra le parti.

4. Un termine sarà inteso in un'accezione particolare qualora sia stabilito che tale era l'intenzione delle parti.

Articolo 32

Mezzi complementari di interpretazione

Si può ricorrere a mezzi complementari di interpretazione ed in particolare ai lavori preparatori, nonché alle circostanze in cui il trattato è stato concluso, sia per confermare il significato risultante dall'applicazione dell'articolo 31, sia per determinare l'accezione qualora l'interpretazione data in conformità all'articolo 31 :

- a) lasci un'accezione ambigua o poco chiara;
- b) porti ad un risultato manifestamente assurdo o non ragionevole.

Interpretazione di trattati autentici in due o più lingue

Articolo 33

1. Qualora un trattato sia stato autentificato in due o più lingue, il suo testo fa fede in ciascuna di dette lingue, a meno che il trattato non disponga, o che le parti non convengano che, in caso di divergenza, prevarrà un determinato testo.

2. Una versione del trattato in una lingua diversa da una di quelle in cui il trattato è stato autentificato sarà considerata in quanto testo autentico solamente se il trattato lo prevede o se le parti ne abbiano convenuto.

3. Si presume che i termini di un trattato abbiano la medesima accezione nei diversi testi autentici.

4. Tranne il caso in cui un determinato testo prevalga in conformità al paragrafo 1, qualora la comparazione di testi autentici faccia apparire una differenza di accezione

che l'applicazione degli articoli 31 e 32 non consente di eliminare, verrà adottata l'eccezione la quale meglio contempera i detti testi, fatto salvo il fine e lo scopo del trattato.

SEZIONE 4. TRATTATI E STATI TERZI O ORGANIZZAZIONI TERZE.

Articolo 34Disposizione generale concernente gli
Stati terzi o le organizzazioni terze

Un trattato non crea obblighi né diritti per uno Stato terzo o per una organizzazione terza senza il consenso di detto Stato o di detta organizzazione.

Articolo 35Trattati che prevedono obblighi per Stati
terzi o per organizzazioni terze

Dalla disposizione di un Trattato nasce un obbligo per uno Stato terzo o una organizzazione terza, qualora le parti a detto trattato intendano creare l'obbligo mediante detta disposizione e qualora lo Stato terzo o l'organizzazione terza accetti detto obbligo espressamente per iscritto. L'accettazione di un tale obbligo da parte dell'organizzazione terza è disciplinata dai regolamenti di detta organizzazione.

Articolo 36Trattati che prevedono diritti per Stati terzi
o per organizzazioni terze.

1. Dalla disposizione di un trattato nasce un diritto per uno Stato terzo qualora le Parti a detto trattato intendano, mediante detta disposizione, conferire detto diritto sia allo Stato terzo o a un gruppo di Stati cui appartiene, sia a tutti gli Stati, sempre che lo Stato terzo vi consenta. Il consenso è presupposto qualora non vi siano indicazioni contrarie, a meno che il trattato non disponga altrimenti.

2. Dalla disposizione di un trattato nasce un diritto per una organizzazione terza qualora le parti a detto trattato intendano, mediante questa disposizione, conferire detto diritto sia all'organizzazione terza o ad un gruppo di organizzazioni internazionali cui essa appartiene, sia a tutte le organizzazioni, e qualora l'organizzazione terza vi consenta. Il consenso è disciplinato dai regolamenti dell'organizzazione.

3. Uno Stato o una organizzazione internazionale che eserciti un diritto in applicazione del paragrafo 1 o 2 è tenuto a rispettare, per l'esercizio di detto diritto, le condizioni previste nel trattato o stabilite in conformità alle disposizioni di detto Trattato.

Articolo 37

Revoca o modifica di obblighi o di diritti di Stati terzi o di organizzazioni terze

1. Qualora per uno Stato terzo o una organizzazione terza, sia nato un obbligo ai sensi dell'articolo 35, detto obbligo potrà essere revocato o modificato solo con il consenso delle Parti al trattato e dello Stato terzo o dell'organizzazione terza, a meno che non sia stabilito che esse avevano convenuto in altro modo.

2. Qualora per uno Stato terzo o una organizzazione terza sia nato un diritto in conformità all'articolo 36, detto diritto non può essere revocato o modificato dalle parti se è stabilito che era destinato a non poter essere revocato o modificato senza il consenso dello Stato terzo o dell'Organizzazione terza.

3. Il consenso di una organizzazione internazionale Parte al trattato o di una organizzazione terza, di cui al paragrafo

fi precedenti, è disciplinato dai regolamenti di detta organizzazione.

Articolo 38

Norme di un trattato divenute obbligatorie per Stati terzi o organizzazioni terze mediante la formazione di una consuetudine internazionale

Nessuna disposizione degli articoli da 34 a 37 si oppone acciocché una norma enunciata in un Trattato divenga obbligatoria per uno Stato terzo o una organizzazione terza in quanto norma consuetudinaria di diritto internazionale riconosciuta in quanto tale.

PARTE IV

EMENDAMENTO E MODIFICA DEI TRATTATI

Articolo 39

Norma generale relativa all'emendamento
dei trattati

1. Un trattato può essere emendato mediante accordo tra le Parti. A meno che il Trattato non disponga altrimenti, le norme enunciate alla parte II saranno applicate a detto accordo.
2. Il consenso di una organizzazione internazionale ad un accordo di cui al paragrafo 1 è disciplinato dai regolamenti di detta organizzazione.

Articolo 40

Emendamento dei trattati multilaterali

1. A meno che il trattato non disponga altrimenti, l'emendamento dei trattati multilaterali è disciplinato dai seguenti paragrafi.
2. Ogni proposta volta ad emendare un trattato multilaterale per quanto riguarda le relazioni tra tutte le parti deve essere notificata a tutti gli Stati contraenti ed a tutte le organizzazioni contraenti, e ciascuno di essi ha diritto di prendere parte
 - a) alla decisione sul seguito da dare a detta proposta;
 - b) al negoziato ed alla conclusione di ogni accordo che abbia per fine di emendare il trattato.
3. Ogni Stato od ogni organizzazione internazionale che sia qualificato per divenire parte al Trattato, è altresì qualificato per divenire parte al trattato così come emendato.
4. L'Accordo recante l'emendamento non vincola gli Stati o le organizzazioni internazionali che sono già Parti al trattato e che non divengono parti a detto accordo; per detti Stati o dette organizzazioni si applica il capoverso b) del paragrafo 4 dell'articolo 30.

5. Ogni Stato o ogni organizzazione internazionale che divenga parte al Trattato dopo l'entrata in vigore dell'Accordo recante l'emendamento sarà considerato, a meno che non venga espresso un diverso intento, come

- a) parte al trattato così come emendato;
- b) parte al trattato non emendato nei confronti di ogni Parte al Trattato che non sia vincolata dall'Accordo recante l'emendamento.

Articolo 41

Accordo avente come oggetto la modifica dei trattati multilaterali nelle-re unicamente per quanto riguarda la relazioni tra determinate Parti.

1. Due o più Parti ad un Trattato multilaterale possono concludere un accordo avente come oggetto di modificare il trattato per quanto riguarda le loro reciproche relazioni, solamente :

- a) qualora l'eventualità di detta modifica sia prevista dal trattato; o
- b) qualora la modifica in questione non sia proibita dal trattato, a patto che:
 - i) essa non pregiudichi né il godimento delle altre Parti dei diritti loro derivanti dal trattato, né l'adempimento dei loro obblighi;
 - ii) essa non verta su una disposizione cui non si possa derogare senza che vi sia incompatibilità con l'effettiva attuazione dell'obiettivo e dello scopo del trattato, considerato nel suo insieme.

2. A meno che, nel caso di cui al comma a) del paragrafo 1, il trattato non disponga altrimenti, le Parti in questione dovranno notificare alle altre parti il loro intento di concludere l'accordo e le modifiche che ne derivano per il trattato.

PARTE V

Nullità, Estinzione e sospensione dell'applicazione dei Trattati

Sezione 1 - Disposizioni generali

Articolo 42

Validità e mantenimento in vigore dei trattati

1. La validità di un trattato o del consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale ad essere vincolati da detto trattato non può essere contestata che in applicazione della presente Convenzione.

2. L'estinzione di un trattato, la sua denuncia o il ritiro di una parte possono avvenire solo in applicazione delle disposizioni del Trattato o della presente Convenzione. La medesima norma è valida per la sospensione dell'applicazione di un trattato.

Articolo 43

Obblighi derivanti dal diritto internazionaleindipendentemente da un trattato

La nullità, l'estinzione o la denuncia di un trattato, il ritiro di una delle parti o la sospensione dell'applicazione del Trattato, qualora risultino dall'applicazione della presente Convenzione, o dalle disposizioni del Trattato, non incidono in alcuna maniera sul dovere di uno Stato o di una organizzazione internazionale di adempiere ad ogni obbligo enunciato nel Trattato cui detto Stato o detta organizzazione sia assoggettato in virtù del diritto internazionale, e prescindere da detto trattato.

Articolo 44Divisibilità delle disposizioni di un trattato

1. Il diritto per una parte, previsto in un trattato o risultante dall'articolo 56, di denunciare il trattato, di ritirarsi o di sospendere l'applicazione può essere esercitato solo nei confronti dell'insieme del trattato, a meno che quest'ultimo non disponga o che le parti non convengano in altro modo.

2. Una causa di nullità o di estinzione di un trattato, di ritiro di una delle parti o di sospensione dell'applicazione del Trattato riconosciuta ai termini della presente Convenzione, può essere invocata solo nei confronti del trattato nel suo insieme, salvo che nei casi di cui ai paragrafi seguenti o all'articolo 60.

3. Qualora ~~dette-motivo~~ la causa in questione concerna unicamente determinate clausole, essa può essere invocata nei confronti di unicamente di dette clausole, qualora

a) dette clausole possano essere separate dal resto del trattato per quanto concerne la loro esecuzione;

b) risulti dal trattato, o sia peraltro stabilito, che l'accettazione delle clausole in questione non abbia costituito per l'altra parte o per le altre parti al trattato una base essenziale del loro consenso ad essere vincolate dal trattato nel suo insieme; e

c) non sia ingiusto continuare ad eseguire quanto sussiste del trattato.

4. Nei casi che dipendono dagli articoli 49 e 50, lo Stato o l'organizzazione internazionale che ha il diritto di invocare il dolo o la corruzione, può farlo, sia nei confronti del Trattato nel suo insieme, sia nel caso di cui al paragrafo 3, unicamente nei riguardi alcune determinate clausole.

5. Nei casi di cui agli articoli 51, 52 e 53, non è ammessa la divisione delle disposizioni di un trattato.

Articolo 45

Perdita del diritto di invocare una causa di nullità di un trattato o un motivo di porvi fine, di ritirarsi o di sospenderne l'applicazione.

1. Uno stato non può più invocare una causa di nullità di un trattato o un motivo per porvi fine, ritirarsi o sospenderne l'applicazione in virtù degli articoli da 46 a 50 o degli articoli da 60 e 62 se, dopo essere venuto a conoscenza dei fatti, detto Stato

a) abbia esplicitamente accettato di considerare che, a seconda dei casi, il trattato è valido, rimane in vigore o continua ad essere applicabile; o

b) debba, a causa della sua condotta, ritenersi avere consentito, a seconda dei casi, alla validità del trattato od al suo mantenimento in vigore o in applicazione.

2. Una organizzazione internazionale non può più invocare una causa di nullità di un trattato o un motivo di porvi fine, di ritirarsi o di sospendere la sua applicazione, in virtù degli articoli 46 a 50 o degli articoli 60 e 62 se, dopo essere venuta a conoscenza dei fatti, detta organizzazione

a) abbia esplicitamente accettato di considerare che, a seconda dei casi, il trattato è valido, rimane in vigore o continua ad essere applicabile; o

b) debba, a causa del comportamento dell'organo competente, ritenersi avere rinunciato al diritto di invocare detta causa o detto motivo.

SEZIONE 2. NULLITA DEI TRATTATI

Articolo 46

Disposizioni del diritto interno di uno Stato e norme di una organizzazione internazionale concernenti la competenza a concludere dei trattati.

1. Il fatto che il consenso di uno Stato ad essere vincolato da un trattato sia stato espresso in violazione di una disposizione del suo diritto interno concernente la competenza a concludere trattati, non può essere invocato da detto Stato come vizio implicante il suo consenso a meno che detta violazione non sia stata manifesta e riguardi una norma del suo diritto interno di importanza fondamentale.
2. Il fatto che il consenso di una organizzazione internazionale ad essere vincolata da un trattato sia stato espresso in violazione delle norme dell'organizzazione concernenti la competenza a concludere ^{non} dei trattati, potrà essere invocato da detta organizzazione come vizio implicante il suo consenso, a meno che detta violazione non sia stata manifesta e riguardi una norma d'importanza fondamentale.
3. Una violazione è manifesta se è obiettivamente evidente per ogni Stato od ogni organizzazione internazionale che si comporti in materia in osservanza della prassi abituale degli Stati e, se del caso, delle organizzazioni internazionali, ed in buona fede.

Articolo 47

Limitazione particolare del potere di esprimere il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale.

Qualora il potere di un rappresentante di esprimere il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale

ad essere vincolato da un determinato trattato sia stato oggetto di una particolare limitazione, il fatto che detto rappresentante non abbia tenuto conto di quest'ultima, non può essere invocato come vizio implicante il consenso da lui espresso, a meno che la limitazione non sia stata notificata, prima della manifestazione di detto consenso, agli Stati ed alle organizzazioni che hanno partecipato al negoziato.

Articolo 48

Errore

1. Uno Stato o una organizzazione internazionale possono invocare un'errore nel trattato come vizio del loro consenso ad essere vincolati dal trattato, qualora l'errore verta su di un fatto o una situazione che detto Stato o detta organizzazione supponeva esistere al momento della conclusione del trattato, e che costituiva una base essenziale del consenso di detto Stato o di detta organizzazione ad essere vincolato dal trattato.
2. Non si applica il paragrafo 1 se detto Stato o detta organizzazione internazionale abbia contribuito a detto errore con il suo comportamento, o qualora le circostanze siano state tali che detto Stato o detta organizzazione dovevano essere preparati alla possibilità di un errore.
3. Un errore concernente solamente la redazione del testo del trattato non pregiudica la sua validità; in questo caso, sarà applicato l'articolo 80.

Articolo 49

Dolo

Uno Stato o una organizzazione internazionale indotto a concludere un trattato dal comportamento fraudolento di uno Stato o di una organizzazione che abbia partecipato al negoziato può invocare il dolo come vizio del proprio consenso ad essere vincolato dal trattato.

Articolo 50

Corruzione del rappresentante di uno Stato o di una organizzazione internazionale.

Uno Stato o una organizzazione internazionale la cui espressione di consenso ad essere vincolato da un trattato sia stata ottenuta per mezzo della corruzione del suo rappresentante, mediante l'azione diretta o indiretta di uno Stato o di una organizzazione che abbia partecipato al negoziato, può invocare detta corruzione come vizio del proprio consenso ad essere vincolato dal trattato.

Articolo 51

Coercizione esercitata sul rappresentante di Stato o di una organizzazione internazionale.

La manifestazione, da parte di uno Stato o di un'organizzazione internazionale del consenso ad essere vincolato da un trattato che sia stato ottenuto mediante la coercizione esercitata sul rappresentante di detto Stato o di detta organizzazione con atti o minacce dirette contro di lui, è priva di qualsiasi effetto giuridico.

Articolo 52

Coercizione esercitata su di uno Stato o una organizzazione internazionale con la minaccia o l'uso della forza.

Qualsiasi trattato la cui stipulazione sia stata ottenuta con la minaccia o l'impiego della forza, in violazione dei principi del diritto internazionale incorporati nella Carta delle Nazioni Unite, è nullo.

Articolo 53

Trattati in conflitto con una norma cogente del diritto internazionale generale (jus cogens)

Qualsiasi trattato che, al momento della sua stipulazione, sia in conflitto con una norma cogente di diritto internazionale generale, è nullo. Ai fini della presente Conven-

zione, una norma cogente di diritto internazionale generale è una norma accettata e riconosciuta dalla comunità internazionale degli Stati nel suo insieme, in quanto norma cui nessuna deroga è consentita, e che può essere modificata solo da una nuova norma di diritto internazionale generale della stessa natura.

SEZIONE 3 - ESTINZIONE DEI TRATTATI E SOSPENSIONE DELLA LORO APPLICAZIONE

Articolo 54

Estinzione di un trattato o ritiro in virtù

delle disposizioni del trattato o mediante consenso delle parti.

L'estinzione di un trattato o il ritiro di una parte possono aver luogo :

- a) in conformità alle disposizioni del trattato;
- b) in ogni tempo, per consenso di tutte le parti, previa consultazione degli Stati contraenti e delle organizzazioni contraenti.

Articolo 55

Numero delle parti ad un trattato multilaterale che scenda al di sotto del numero necessario per la sua entrata in vigore

A meno che il trattato non disponga in altro modo, un trattato multilaterale non si estingue per il solo motivo che il numero delle parti scenda al di sotto del numero necessario per la sua entrata in vigore.

Articolo 56

Denuncia o ritiro nel caso di un trattato che non contenga disposizioni relative all'estinzione alla denuncia o al ritiro.

1° Un trattato che non contenga disposizioni relative alla sua estinzione e che non prevede che si possa denunciarlo o ri-

tirarsene , non può essere oggetto di una denuncia o di un ritiro, a meno

a) che non sia stabilito che era intento delle parti ammettere la possibilità di una denuncia o di un ritiro;

b) che il diritto di denuncia o di ritiro non si possa dedurre dalla natura del trattato.

2. Una parte deve notificare almeno dodici mesi in anticipo la propria intenzione di denunciare un trattato o di ritirarsene conformemente alle disposizioni del paragrafo 1.

Articolo 57

Sospensione dell'applicazione di un trattato
in virtù delle sue disposizioni o
per consenso delle parti.

L'applicazione di un trattato nei confronti di tutte le parti o di una determinata parte potrà essere sospesa

a) in conformità alle disposizioni del trattato; o

b) in ogni momento, per consenso di tutte le parti, previa consultazione degli Stati contraenti e delle organizzazioni contraenti.

Articolo 58

Sospensione dell'applicazione di
un trattato multilaterale mediante accordo
unicamente tra determinate parti.

1. Due o più parti ad un trattato multilaterale possono concludere un accordo avente come oggetto di sospendere, temporaneamente e solamente tra di esse, l'applicazione di disposizioni del trattato:

a) qualora la possibilità di detta sospensione sia prevista dal trattato;

b) qualora la sospensione in questione non sia vietata dal trattato, a patto che essa

i) non pregiudichi né il godimento delle altre parti dei diritti loro derivanti dal trattato, né l'adempimento dei loro obblighi; e

ii) non sia incompatibile con l'oggetto e lo scopo del trattato.

2. A meno che, nel caso di cui al comma a) del paragrafo 1, il trattato non disponga in altro modo, le parti in questione devono notificare alle altre parti il loro intento di concludere l'accordo e le disposizioni del trattato di cui intendano sospendere l'applicazione.

Articolo 59

Estinzione di un trattato o sospensione della sua applicazione, implicite a causa della conclusione di un trattato posteriore.

1. Si considera che un trattato abbia preso fine qualora tutte le parti a detto trattato concludano un ulteriore trattato che abbia come oggetto la medesima materia e

a) qualora emerga dal trattato successivo se sia peraltro stabilito che, in base all'intenzione delle parti, la materia deve essere disciplinata da detto trattato; o

b) qualora le disposizioni del trattato successivo siano incompatibili con quelle del trattato precedente a tal punto che sia impossibile applicare i due trattati contemporaneamente.

2. Il trattato precedente è considerato solo sospeso, qualora emerga dal trattato successivo, o sia peraltro stabilito che tale era l'intento delle parti.

Articolo 60

Estinzione di un trattato o sospensione della sua applicazione in quanto conseguenza della sua violazione.

1^a La sostanziale violazione di un trattato bilaterale da una delle Parti autorizza l'altra parte ad invocare la violazione ^{come} motivo per porre fine al trattato o sospendere la sua applicazione in totalità o in parte.

2. La sostanziale violazione di un trattato multilaterale da una delle parti autorizza

a) le altre parti, agenti per accordo unanime, a sospendere l'applicazione del trattato in totalità o in parte o a porre fine a quest'ultimo:

i) sia nelle relazioni tra di loro e lo Stato o l'organizzazione internazionale autrice della violazione;

ii) sia tra tutte le parti;

b) una parte particolarmente colpita dalla violazione, a invocare quest'ultima ^{come} motivo di sospensione dell'applicazione del trattato in totalità o in parte nelle relazioni tra essa e lo Stato o l'organizzazione internazionale autrice della violazione;

c) ogni parte diversa dallo Stato o dall'organizzazione internazionale autrice della violazione, ad invocare la violazione ^{come} motivo per sospendere l'applicazione del trattato in totalità o in parte per quanto la riguarda, se detto trattato sia di natura tale che una sostanziale violazione delle sue disposizioni per conto di una parte, modifichi radicalmente la situazione di ciascuna parte per quanto riguarda l'ulteriore adempimento dei suoi obblighi in base al trattato.

3. Ai fini del presente articolo, la sostanziale violazione di un trattato è costituita da:

a) un rifiuto del trattato non autorizzato dalla presente Convenzione;

b) la violazione di una disposizione fondamentale per la realizzazione del fine o dello scopo del trattato.

4. I paragrafi precedenti non pregiudicano nessuna disposizione del trattato applicabile in caso di violazione.

5. I paragrafi da 1 a 3 non si applicano alle disposizioni concernenti la tutela della persona umana contenute in trattati di natura umanitaria, in particolare alle disposizioni che escludono ogni forma di rappresaglia nei confronti delle persone salvaguardate da detti trattati.

Articolo 61.

Soppravvenienza di una situazione che renda l'attuazione impossibile

1. Una parte può invocare l'impossibilità di attuare un trattato come motivo per porre fine o ritirarsene, qualora detta impossibilità risulti dalla sparizione o dalla distruzione definitiva di un oggetto indispensabile all'attuazione del trattato. Se detta impossibilità è temporanea, essa può essere invocata solamente come motivo per sospendere l'applicazione del trattato.

2. L'impossibilità di attuazione non può essere invocata da una parte come motivo per porre fine al trattato, per ritirarsene o per sospenderne l'applicazione, qualora detta impossibilità risulti da una violazione, della parte che la invoca, sia di un obbligo del trattato, sia di ogni altro obbligo internazionale nei confronti di ogni altra parte al trattato.

Articolo 62

Mutamento fondamentale di circostanze

1. Un fondamentale mutamento di circostanze che si verifichi rispetto a quelle esistenti al momento della conclusione di un trattato e che non sia stato previsto dalle parti non può essere invocato come motivo per porre fine al trattato o per ritirarsene, a meno che

a) l'esistenza di dette circostanze non abbia costituito una base essenziale per il consenso delle parti ad essere vincolate dal trattato; e che

b) detto cambiamento non abbia come effetto di trasformare radicalmente la portata degli obblighi ancora da adempiere in virtù del trattato;

2. Un fondamentale mutamento di circostanze non può essere invocato come motivo per porre fine ad un trattato tra due o più Stati e una o più organizzazioni internazionali o per ritirarsene, qualora si tratti di un trattato che stabilisce una frontiera.

3. Un fondamentale mutamento di circostanze non può essere invocato come motivo per porre fine ad un trattato o per ritirarsene se il mutamento fondamentale risulti da una violazione, per la parte che lo invoca, sia di un obbligo del trattato, sia di ogni altro obbligo internazionale nei confronti di ogni altra parte al trattato.

4. Se una parte può, in conformità ai paragrafi precedenti, invocare un fondamentale mutamento di circostanze come motivo per porre fine ad un trattato o per ritirarsene, essa può invocarlo anche solo per sospendere l'applicazione del trattato.

Articolo 63Rottura di relazioni diplomatiche o consolari

La rottura delle relazioni diplomatiche o consolari tra gli Stati parti ad un trattato tra due o più Stati ed una o più organizzazioni internazionali non ha effetto sulle relazioni legali stabilite dal trattato tra detti Stati, a meno che l'esistenza di relazioni diplomatiche o consolari sia indispensabile all'applicazione del trattato.

Articolo 64Soppravvenienza di una nuova norma cogente
di diritto internazionale (jus cogens)

Qualora sopravvenga una nuova norma cogente di diritto internazionale generale, ogni trattato esistente in conflitto con detta norma diviene nullo e termina.

SEZIONE 4. PROCEDURA

Articolo 65Procedura da seguire concernente la nullità di un trattato, la sua estinzione, il ritiro di una parte o la sospensione dell'applicazione del trattato.

1. La parte che, in base alle disposizioni della presente Convenzione, invochi sia un vizio del suo consenso ad essere vincolata da un trattato, sia un motivo per contestare la validità di un trattato, porvi fine, ritirarsene, o sospenderne l'applicazione, deve notificare la sua aspirazione alle altre parti. La notifica deve indicare la misura prevista nei confronti del trattato e le ragioni di quest'ultima.
2. Qualora nessuna parte abbia formulato obiezioni dopo un periodo di tempo che, tranne che in casi di particolare urgenza, non può essere inferiore a tre mesi, a decorrere dal ricevimento della notifica, la parte che ha effettuato la notifica può prendere, secondo le modalità di cui all'articolo 67, il provvedimento da essa previsto.
3. Se tuttavia una obiezione sia stata sollevata da un'altra parte, le parti dovranno ricercare una soluzione con i mezzi indicati all'articolo 33 della Carta delle Nazioni Unite.
4. La notifica o l'obiezione formulate da una organizzazione internazionale sono disciplinate dalle regole di detta Organizzazione.
5. Nulla nei paragrafi precedenti pregiudica i diritti o gli obblighi delle parti derivanti da qualsiasi disposizione in vigore tra di loro relativa alla composizione delle controversie.
6. Senza pregiudizio dell'articolo 45, il fatto che uno Stato o una organizzazione internazionale non abbiano inviato la notifica di cui al paragrafo 1 non impedisce loro di effettua-

re detta notifica in risposta ad una altra parte che richieda l'attuazione del trattato o che adduca la sua violazione.

Articolo 66

Procedure di composizione giudiziaria, di arbitrato e di conciliazione.

1. Qualora, nei dodici mesi successivi alla data in cui è stata formulata l'obiezione, non sia stato possibile pervenire ad una soluzione in conformità al paragrafo 3 dell'articolo 65, saranno applicate le procedure indicate ai paragrafi seguenti.

2. Trattandosi di una controversia relativa all'applicazione o all'interpretazione degli articoli 53 o 64:

a) Ciascun Stato parte alla controversia di cui sono parte uno o diversi altri Stati può, con un ricorso, appellarsi alla Corte internazionale di Giustizia affinché essa si pronunci in merito alla controversia;

b) ciascun Stato parte alla controversia di cui sono parte una o più organizzazioni internazionali può, se necessario tramite uno Stato Membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, pregare l'Assemblea generale o il Consiglio di Sicurezza o, se del caso, l'organo competente di una organizzazione internazionale parte alla controversia, e autorizzata in conformità all'Articolo 96 della Carta delle Nazioni Unite, domandare un parere consultivo alla Corte internazionale di Giustizia in conformità all'articolo 65 dello Statuto della Corte;

c) qualora l'Organizzazione delle Nazioni Unite o una organizzazione internazionale autorizzata in conformità all'Articolo 96 della Carta delle Nazioni Unite siano parti alla controversia, esse possono domandare un parere consultivo alla Corte internazionale di giustizia in conformità all'articolo 65 dello Statuto della Corte;

d) ciascuna organizzazione internazionale, diversa dalle organizzazioni di cui al comma c) che sia parte alla controversia, può per il tramite di uno Stato Membro della Organizzazione delle Nazioni Unite, seguire la procedura indicata al comma b);

e) il parere espresso dalla Corte, ai sensi ^{dei} comma b), c) o d) sarà accettato come decisivo da tutte le parti alla controversia;

f) Qualora non sia favorevolmente accolta la richiesta di parere consultivo presentata ai sensi del comma b), c) o d), ciascuna parte alla controversia può, mediante notifica scritta all'altra parte o alle altre parti, sottoporre la controversia ad arbitrato, in conformità alle disposizioni dell'Allegato alla presente Convenzione.

3. Le disposizioni del paragrafo 2 saranno applicate a meno che tutte le parti ad una controversia che ricada sotto detto paragrafo, non decidano di comune accordo di sottoporla ad una procedura di arbitrato, e precisamente alla procedura definita nell'Allegato all' presente Convenzione.

4. In caso di controversia relativa all'applicazione o all'interpretazione di uno qualunque degli articoli della parte V della presente Convenzione diverso dagli articoli 53 e 64, ciascuna parte alla controversia può azionare la procedura di conciliazione prevista nell'Allegato alla Convenzione, inviando domanda in tal senso al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 67

Strumenti che abbiano per oggetto di dichiarare la nullità di un trattato, di porvi fine, di attuare il ritiro, o di sospendere l'applicazione del trattato

1. La notifica di cui al paragrafo 1 dell'articolo 65 deve essere fatta per iscritto.

2. Ogni atto che dichiara la nullità di un trattato, vi ponga fine o attui il ritiro o la sospensione dell'applicazione del trattato in base alle sue disposizioni o ai paragrafi 2 o 3 dell'articolo 65 deve essere registrato in uno strumento comunicato alle altre parti. Qualora lo strumento emanante da uno Stato non sia firmato dal capo dello Stato, dal capo di governo o dal ministro degli affari esteri, il rappresentante dello Stato che provvede alla comunicazione può essere invitato a presentare i suoi pieni poteri. Qualora lo strumento emanato da una organizzazione internazionale, il rappresentante dell'organizzazione che provvede alla comunicazione può essere invitato a presentare i suoi pieni poteri.

Articolo 68

Revoca delle notifiche e degli strumenti
di cui agli articoli 65 e 67

Una notifica o uno strumento di cui agli articoli 65 e 67 possono essere revocati in qualsiasi momento prima che abbiano acquisito effetto.

SEZIONE 5. CONSEGUENZE DELLA NULLITÀ, dell'ESTINZIONE
O DELLA SOSPENSIONE DELL'APPLICAZIONE DI UN TRATTATO.

Articolo 69

Conseguenze della nullità di un trattato.

1. Un trattato la cui nullità è stabilita in virtù della presente Convenzione, è nullo. Le disposizioni di un trattato nullo non hanno forza legale.

2. Se tuttavia siano stati compiuti atti in base a detto trattato,

a) ciascuna parte può domandare ad ogni altra parte di determinare per quanto possibile, nelle loro reciproche relazioni, la situazione che sarebbe esistita qualora detti atti non fossero stati compiuti;

b) gli atti compiuti in buona fede prima che la nullità sia stata invocata non sono resi illeciti per il solo fatto della nullità del trattato.

3. Nei casi disciplinati dagli articoli 49, 50, 51 o 52, il paragrafo 2 non si applica nei confronti della parte cui siano imputabili il dolo, l'atto di corruzione o la costrizione.

4. Qualora il consenso di uno Stato o di una organizzazione internazionale determinati ad essere vincolati da un trattato multilaterale siano viziati, si applicano le regole prescritte -
stati nelle relazioni tra detto Stato o detta organizzazione e le parti al trattato.

Articolo 70

Conseguenze dell'estinzione di un trattato

1. A meno che un trattato non disponga in altro modo, o che le parti non convengano altrimenti, il fatto che un tra-

tato sia terminato in base alle sue disposizioni o in conformità alla presente Convenzione

a) libera le parti dall'obbligo di continuare ad applicare il trattato;

b) non pregiudica alcun diritto, alcun obbligo né alcuna situazione legale delle parti, create dall'applicazione del trattato prima della sua fine.

2. Qualora uno Stato o una organizzazione internazionale denunci un trattato multilaterale o si ritiri da esso, il paragrafo 1 sarà applicato per quanto riguarda le relazioni tra detto Stato o detta organizzazione e ciascuna delle altre parti al trattato, a decorrere dalla data alla quale detta denuncia o detto ritiro ~~avvi~~ abbia effetto.

Articolo 71

Conseguenze della nullità di un trattato in conflitto con una norma imperativa di diritto internazionale generale.

1. Nel caso di un trattato che sia nullo in virtù dell'articolo 53, le parti sono tenute

a) ad eliminare, per quanto possibile, le conseguenze di ogni atto compiuto in base ad una disposizione che sia in conflitto con la norma imperativa di diritto internazionale generale;

b) a far in modo tale che le loro relazioni reciproche siano conformi alla norma cogente del diritto internazionale generale.

2. Nel caso di un trattato che divenga nullo e termini in virtù dell'articolo 64, la fine del trattato

a) libera le parti dall'obbligo di continuare ad applicare il trattato;

b) non pregiudica alcun diritto, obbligo o situazione legale delle parti creati dall'applicazione del trattato prima che esso giungesse alla sua fine; tuttavia, detti diritti, obblighi o situazioni potranno in seguito essere mantenuti solamente se detto mantenimento non sia di per sé in conflitto con la nuova norma cogente del diritto internazionale generale.

Articolo 72

Conseguenze della sospensione dell'applicazione di un trattato

1. A meno che il trattato non disponga in altro modo, o che le parti non convengano altrimenti, la sospensione dell'applicazione di un trattato in base alle sue disposizioni o in conformità alla presente Convenzione

a) libera le parti per le quali la reciproca applicazione del trattato sia sospesa, dall'obbligo di applicare il trattato nelle loro reciproche relazioni durante il periodo di sospensione;

b) non incide peraltro sui rapporti legali stabiliti tra le parti dal trattato.

2. Durante il periodo di sospensione, le parti dovranno astenersi da ogni atto volto ad ostacolare la ripresa dell'applicazione del trattato.

PARTE VI

DISPOSIZIONI DIVERSE

Articolo 73Rapporti con la Convenzione di Vienna
sul diritto dei trattati.

Per quanto riguarda gli Stati parte alla Convenzione di Vienna sul diritto dei trattati del 1969, le loro relazioni nell'ambito di un trattato concluso tra due Stati, o una o più organizzazioni, saranno disciplinate da detta Convenzione.

Articolo 74Questioni non pregiudicate dalla
presente Convenzione.

1. Le disposizioni della presente Convenzioni non pregiudicano alcuna questione che potrebbe porsi riguardo ad un trattato tra uno o più Stati e una o più organizzazioni internazionali per il fatto di una successione di Stati o a causa della responsabilità internazionale di uno Stato o dell'apertura di ostilità tra determinati stati.
2. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano alcuna questione che potrebbe insorgere riguardo ad un trattato per quanto concerne la responsabilità internazionale dell'organizzazione internazionale, la fine della sua esistenza o il termine della partecipazione di uno Stato in qualità di membro dell'organizzazione.
3. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano alcuna questione che potrebbe porsi riguardo alla determinazione degli obblighi e dei diritti degli Stati membri di una organizzazione internazionale nei confronti di un trattato di cui detta organizzazione sia parte.

Articolo 75Relazioni diplomatiche o consolari e conclusione
dei trattati

La rottura delle relazioni diplomatiche o delle relazioni consolari o la mancanza di tali relazioni tra due o più Stati non ostacola la conclusione di trattati tra due o più di detti Stati e una o più organizzazioni internazionali. La conclusione di detto trattato non ha di per sé effetto per quanto riguarda le relazioni diplomatiche o le relazioni consolari.

Articolo 76Caso di uno Stato ~~ag~~ressore

Le disposizioni della presente Convenzione non hanno effetto per quanto riguarda gli obblighi che possono risultare in relazione ^{un}trattato tra uno o più Stati e una o più organizzazioni internazionali, per uno Stato ~~ag~~ressore, da misure prese in conformità alla Carta delle Nazioni Unite per quanto riguarda l'agres-
sione commessa da detto Stato.

PARTE VII

DEPOSITARI, NOTIFICHE, CORREZIONI
E REGISTRAZIONEArticolo 77Depositari dei trattati

1. La designazione del depositario di un trattato può essere effettuata dagli Stati e dalle organizzazioni, o, a seconda dei casi, dalle organizzazioni partecipanti al negoziato, sia nel trattato stesso, o in ogni altra maniera. Il depositario può essere uno o più Stati, una organizzazione internazionale, o il principale funzionario amministrativo di detta organizzazione.

2. Le funzioni del depositario di un trattato sono di natura internazionale ed il depositario è tenuto ad agire imparzialmente nell'adempimento delle sue funzioni. In particolare, il fatto che un trattato non sia entrato in vigore tra determinate parti, o che una divergenza sia insorta tra uno Stato o una organizzazione internazionale ed un depositario circa lo svolgimento delle funzioni di quest'ultimo non deve influire su detto obbligo.

Articolo 78Funzioni dei depositari

1. A meno che il trattato non disponga altrimenti, o che gli Stati e le Organizzazioni contraenti, o, a seconda dei casi, le organizzazioni contraenti non convengano in altro modo, le funzioni del depositario sono precisamente le seguenti:

a) assicurare la custodia del testo originale del trattato e dei pieni poteri che gli fossero consegnati;

b) elaborare copie autenticate conformi al testo originale ed ogni altro testo del trattato in altre lingue che possano essere richieste dal trattato, e comunicarle alle parti al trattato ed agli Stati ed organizzazioni internazionali qualificati a riceverlo;

c) ricevere ogni firma del trattato, ricevere e custodire ogni strumento, notifica e comunicazione relativa al trattato;

d) accertare che una firma, uno strumento, una notifica o una comunicazione riferentesi al trattato sia in debita forma e, se del caso, sottoporre la questione all'attenzione dello Stato o dell'organizzazione internazionale interessata;

e) informare le parti al trattato e gli Stati ed organizzazioni internazionali qualificate a divenirlo, degli atti, notifiche e comunicazioni relative al trattato;

f) informare gli Stati ed organizzazioni internazionali qualificati a divenire parti al trattato della data in cui sia stato ricevuto o depositato il numero di firme o di strumenti di ratifica, di strumenti relativi ad un atto di conferma formale, o di strumenti di accettazione, approvazione o adesione richiesti per l'entrata in vigore del trattato;

g) provvedere alla registrazione del trattato presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite;

h) adempiere alle funzioni specificate in altre disposizioni della presente Convenzione.

2. Qualora appaia una divergenza tra uno Stato o una organizzazione internazionale ed il depositario per quanto riguarda l'adempimento delle funzioni di quest'ultimo, il depositario deve sottoporre la questione all'attenzione

a) degli Stati ed organizzazioni firmatarie nonché degli Stati contraenti e delle organizzazioni contraenti; o

b) se del caso, dell'organo competente dell'organizzazione internazionale in questione.

Articolo 79

Notifiche e comunicazioni

Tranne che nei casi in cui il Trattato o la presente Convenzione dispongano altrimenti, una notifica o una comunicazione che debba essere fatta da uno Stato o da una Organizzazione internazionale in virtù della presente Convenzione

a) viene trasmessa, se non vi è depositario, direttamente agli Stati ed alle organizzazioni cui è destinata, o, se vi è un depositario, a quest'ultimo;

b) è considerata come (essendo stata) effettuata dallo Stato o dall'Organizzazione in questione solo a decorrere dal momento della sua ricezione da parte dello Stato o dell'Organizzazione cui è stata inviata, o, se del caso, dal depositario;

c) se è trasmessa ad un depositario, si considera che sia stata ricevuta dallo Stato o dall'Organizzazione cui è destinata solo a decorrere dal momento in cui detto Stato o detta organizzazione abbia ricevuto dal depositario l'informazione prevista al comma e) del paragrafo 1 dell'articolo 78.

Articolo 80

Correzione degli errori nei testi o nelle copie autenticate dei trattati

1. Se, dopo l'autentica del testo di un trattato, gli Stati e le organizzazioni internazionali firmatari e gli Stati contraenti e le organizzazioni contraenti accertino di comune accordo che detto testo contiene un errore, si procede alla correzione dell'errore mediante uno dei mezzi qui di seguito enumerati, a meno che detti Stati ed organizzazioni non decidano un altro modo di correzione:

a) correzione del testo nell'accezione adeguata e sigla della correzione da parte di rappresentanti debitamente abilitati;

- b) elaborazione di uno strumento o scambio di strumenti in cui sia riportata la correzione che si sia convenuto di apporre al testo;
- c) elaborazione di un testo corretto del trattato nel suo insieme, in base alla procedura utilizzata per il testo originale.

2. Qualora si tratti di un trattato per il quale esiste un depositario, questi notifica agli Stati ed organizzazioni internazionali firmatarie ed agli Stati contraenti ed alle organizzazioni contraenti l'errore e la proposta di correzione e specifica un termine adeguato entro il quale si possa muovere obiezione alla correzione proposta. Se, alla scadenza del termine,

a) nessuna obiezione sia stata mossa, il depositario effettua e sigla la correzione nel testo, elabora un processo verbale di rettifica del testo, e ne comunica copia alle parti al trattato ed agli Stati ed organizzazioni qualificati a divenirlo;

b) una obiezione sia stata mossa, il depositario comunica l'obiezione agli Stati ed organizzazioni firmatarie ed agli Stati contraenti ed alle organizzazioni contraenti.

3. Le regole enunciate ai paragrafi 1 e 2 si applicano anche qualora il testo sia stato autenticato in due o più lingue e appaia un difetto di convergenza il quale, con l'accordo degli Stati e delle organizzazioni internazionali firmatarie nonché degli Stati contraenti e delle organizzazioni contraenti, debba essere corretto.

4. Il testo corretto sostituisce ab initio il testo difettoso, a meno che gli Stati e le organizzazioni internazionali firmatarie e gli Stati contraenti e le organizzazioni contraenti non decidano in altro modo.

5. La correzione del testo di un trattato che sia stato registrato è notificata al Segretariato della Organizzazione delle Nazioni Unite.

6. Qualora sia rilevato un errore in una copia autenticata di un trattato, il depositario elabora un processo-verbale di rettifica e ne comunica copia agli Stati ed alle organizzazioni internazionali firmatarie nonché agli Stati contraenti ed alle organizzazioni contraenti.

Articolo 81

Registrazione/publicazione dei trattati.

1. Dopo la loro entrata in vigore, i trattati sono trasmessi al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ai fini della registrazione o della classificazione e iscrizione al repertorio, a seconda dei casi, nonché della pubblicazione.

2. La designazione di un depositario costituisce per quest'ultimo autorizzazione a compiere gli atti di cui al paragrafo precedente.

PARTE VIII

CLAUSOLE FINALI

Articolo 82Firma

La presente Convenzione sarà aperta fino al 31 dicembre 1986, al Ministero federale degli Affari Esteri della Repubblica d'Austria e, successivamente, fino al 30 giugno 1987, alla Sede della Organizzazione delle Nazioni Unite a New York, alla firma

- a) di tutti gli Stati;
- b) della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia;
- c) delle organizzazioni internazionali invitate a partecipare alla Conferenza delle Nazioni Unite sul diritto dei trattati tra Stati ed organizzazioni internazionali o tra organizzazioni internazionali.

Articolo 83Ratifica o atto di conferma formale

La presente Convenzione sarà sottoposta a ratifica da parte degli Stati e della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, e ad atti di conferma formale da parte delle organizzazioni internazionali. Gli strumenti di ratifica e gli strumenti relativi agli atti di conferma formale saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 84

Adesione

1. La presente Convenzione rimarrà aperta all'adesione di ogni Stato, della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia e da ogni Organizzazione internazionale che abbia capacità di concludere trattati.
2. Lo strumento di adesione di una organizzazione internazionale includerà una dichiarazione che attesti la capacità di detta organizzazione di concludere trattati.
3. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario generale della Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 85

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data del deposito del 35° strumento di ratifica o di adesione da parte degli Stati o della Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia.
2. Per ciascuno di detti Stati, e per la Namibia, rappresentata dal Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia, che ratificheranno la presente Convenzione o vi aderiranno dopo che la condizione enunciata al paragrafo 1 sia stata soddisfatta, la Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo il deposito da parte di detto Stato o della Namibia del suo strumento di ratifica o di adesione.

3. Per ciascuna organizzazione internazionale che depositi uno strumento relativo ad un atto di conferma formale o uno strumento di adesione, la Convenzione entrerà in vigore alla più distante delle due date seguenti: il trentesimo giorno dopo detto deposito, o la data in cui la Convenzione entrerà in vigore in conformità al paragrafo 1.

Articolo 86

Testi autentici

L'originale della presente Convenzione, i cui testi in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa, e spagnola fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

In fede di che, i plenipotenziari sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi governi, ed i rappresentanti debitamente autorizzati del Consiglio delle Nazioni Unite per la Namibia e delle organizzazioni internazionali hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A VIENNA, il 21 marzo 1986.

ALLEGATO

PROCEDURE DI ARBITRATO E DI CONCILIAZIONE ISTITUITE IN
APPLICAZIONE DELL'ARTICOLO 66.I. ISTITUZIONE DEL TRIBUNALE DI ARBITRATO
O DELLA COMMISSIONE DI CONCILIAZIONE

1. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, elabora e custodisce una lista di giuristi qualificati tra i quali le parti ad una controversia possono scegliere le persone che comporranno un tribunale d'arbitrato o, a seconda dei casi, una Commissione di conciliazione. A tal fine, ogni Stato Membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ed ogni Parte alla presente Convenzione, sono invitati a nominare due persone; i nomi delle persone così nominate comporranno la lista, copia della quale sarà inviata al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia. La nomina delle persone figuranti sulla lista, ivi comprese quelle nominate per ricoprire un posto vacante fortuito, è valida per un periodo di cinque anni rinnovabile. Alla scadenza del periodo per il quale siano state nominate, le persone di cui sopra continueranno ad esercitare le funzioni per le quali siano state prescelte in base ai paragrafi seguenti.

2. Qualora una notifica sia effettuata in conformità al paragrafo 2, comma f) dell'articolo 66, o che un accordo sia stato concluso in base al paragrafo 3, sulla procedura definita nel presente Allegato, la controversia è sottoposta ad un tribunale arbitrale. Qualora una domanda sia sottoposta al Segretario generale in base al paragrafo 4 dell'articolo 66, il Segretario generale sottopone la controversia ad una Commissione di conciliazione. Il Tribunale arbitrale e la Commissione di conciliazione sono composti come segue:

Gli Stati, le organizzazioni internazionali o, a seconda dei casi, gli Stati e le organizzazioni che costituiscono una delle parti alla controversia nominano di comune accordo:

- a) un arbitro o, a seconda dei casi, un conciliatore, prescelto o meno sulla lista di cui al paragrafo 1;
- b) un arbitro o, a seconda dei casi, un conciliatore, prescelto tra le persone figuranti sulla lista che non siano cittadini di nessuno degli Stati e che non siano stati nominati da una delle organizzazioni che compongono la parte alla controversia interessata, fermo restando che una controversia tra due organizzazioni internazionali non deve essere esaminata da cittadini di un solo e stesso Stato.

Gli Stati, le organizzazioni internazionali o, a seconda dei casi, gli Stati e le organizzazioni che costituiscono l'altra parte alla controversia nominano allo stesso modo due arbitri, o a seconda dei casi, due conciliatori. Le quattro persone prescelte dalle parti, devono essere nominate entro un termine di sessanta giorni a decorrere dalla data in cui l'altra parte alla controversia abbia ricevuto la notifica di cui al par.2, comma f) dell'articolo 66, o in cui si sia concluso un accordo, in base al paragrafo 3, sulla procedura definita nel presente Allegato, o in cui il Segretario generale riceve la domanda di conciliazione.

Entro un termine di sessanta giorni a decorrere dalla data in cui è avvenuta l'ultima nomina, le quattro persone, così prescelte nominano un quinto arbitro o conciliatore, a seconda dei casi, prescelto sulla lista per esercitare le funzioni di presidente.

Qualora la nomina del presidente o di uno qualunque degli altri arbitri o conciliatori, a seconda dei casi, non intervenga entro il termine prescritto per detta nomina, essa sarà effettuata dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite nei sessanta giorni successivi alla scadenza di detto termine. Il Segretario generale può indicare come presidente sia una delle persone figuranti sulla lista, sia uno dei membri della Commissione del diritto internazionale. Una qualunque dei termini entro i quali devono avvenire le nomine, può essere prorogato attraverso accordo delle parti alla controversia. Qualora l'Organizzazione delle Nazioni unite sia parte o sia inclusa in una delle parti alla controversia, il

il Segretario generale trasmette la domanda di cui sopra al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia, che esercita le funzioni demandate al Segretario generale dal presente paragrafo.

Ogni posto vacante deve essere ricoperto nella maniera specificata per la nomina iniziale.

La nomina di arbitri o di conciliatori da parte di una organizzazione internazionale come previsto ai paragrafi 1 e 2 è disciplinata dalle regole pertinenti di detta organizzazione.

II. FUNZIONAMENTO DEL TRIBUNALE

DI ARBITRATO.

3. Tranne che in caso di convenzione contraria tra le parti alla controversia, il Tribunale d'Arbitrato determina la propria procedura, garantendo ad ognuna delle parti alla controversia piena possibilità di essere ascoltata e di difendersi.

4. Il Tribunale d'arbitrato, con il consenso preliminare delle parti alla controversia, può invitare ogni Stato o ogni Organizzazione internazionale ininteressata a sottoporgli i suoi pareri, a voce o per iscritto.

5. Il Tribunale di arbitrato si pronuncia a maggioranza dei suoi membri. In caso di parità prevale il voto del Presidente.

6. Qualora una delle parti alla controversia non compaia davanti al Tribunale, o si astenga dal difendersi, l'altra parte può domandare al Tribunale di continuare la procedura e di emettere il lodo. Prima di emettere il lodo, il Tribunale deve accertare non solo la propria competenza a giudicare la controversia, ma anche che la richiesta sia fondata in fatto ed in diritto.

7. La decisione del Tribunale di Arbitrato si limita alla materia della controversia; essa è motivata. Ogni membro del Tribunale può esprimere una opinione individuale o dissenziente.

8. Il lodo è definitivo e inappellabile. ~~Tutte~~ le parti alla controversia devono sottoporsi al lodo.

9. Il Segretario generale fornisce al Tribunale l'assistenza e le agevolazioni di cui necessita. Gli oneri del Tribunale sono a carico dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

III. FUNZIONAMENTO DELLA COMMISSIONE DI CONCILIAZIONE

10. La Commissione di conciliazione stabilisce la propria procedura. La Commissione, con il consenso delle parti alla controversia può invitare ogni parte al trattato a sottoporgli il suo parere a voce o per iscritto. Le decisioni e le raccomandazioni della Commissione sono adottate a maggioranza di voti dei suoi cinque membri.

11. La Commissione può segnalare all'attenzione delle parti alla controversia ogni misura che possa agevolare una composizione amichevole.

12. La Commissione procede all'escussione delle parti, esamina le pretese e le obiezioni, e formula proposte alle parti per agevolarle in vista di pervenire ad una composizione amichevole della controversia.

13. La Commissione elabora un rapporto nei dodici mesi successivi alla sua istituzione. Detto rapporto è depositato presso il Segretario generale e comunicato alle parti alla controversia. Il rapporto della Commissione, ivi compresa ogni conclusione ivi contenuta relativa ai fatti o agli aspetti di legge, non vincola le parti e non è altro che un'enunciazione delle raccomandazioni sottoposte all'esame delle parti per agevolare un'amichevole composizione della controversia.

14. Il Segretario generale fornisce alla Commissione l'assistenza e le agevolazioni di cui può necessitare. Gli oneri della Commissione saranno a carico dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.